

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE  
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

DANS CE NUMÉRO

**Inflation ou crise,  
dilemme impitoyable**

*par Robert LOUZON*

**LA FIN D'UN MYTHE : LA GESTION  
OUVRIERE DE LA SECURITE SOCIALE**

*par Jacques HERVÉ*

**CONSOMMATEURS : EST-CE LE REVEIL ?**

*par Nicolas FAUCIER*

**LE CHAOS CYPRIOTE**

*Jacques GALLIENNE*

**QUE LE LIVRE PRENNE SA PLACE**

*par Gilbert WALUSINSKI*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

### FRANCE ET PAYS DU MARCHÉ COMMUN

Six mois ..... 25 F  
Un an ..... 50 F

### AUTRES PAYS

Six mois ..... 30 F  
Un an ..... 60 F

Le numéro : 5 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE  
concernant la rédaction  
et l'administration à la

### REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, Paris 18<sup>e</sup>  
Téléphone : 607-02-06

### PERMANENCES

le lundi, de 15 à 17 h ; les mercredi et jeudi  
de 17 à 19 h ; les samedi à partir de 15 h

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèque postal  
REVOLUTION PROLETARIENNE 734-99 Paris

## Sommaire du N° 606 - Août-Septembre 1974

Chronique de l'Union des Syndicalistes : 8.000  
faillites en six mois ! — Les paysans et l'Inco-  
hérence des prix — Giscard le réformiste —  
Toutes les questions à la fois ..... R. GUILLORE

Le capital français à l'étranger.  
La fin d'un mythe : la gestion ouvrière de la  
Sécurité Sociale ..... J. HERVE

Consommateurs : est-ce le réveil ? ..... N. FAUCIER

Parmi nos lettres : De Proudhon à Der Yassim (B.  
Souvarine) — Réponse de Louzon — Trop de  
polémiques (B. Glaufrét) — Une dette envers  
les Juifs (P. Aubery) — Contre le sectarisme  
(Kerdudou) — La qualité de la vie et la  
question des grèves (A. Goldschild).

Notes d'économie et de politique : Fidélité au clan  
ou fidélité aux principes — Paroles de bon  
sens — De la jeunesse à la vieillesse — La  
crise ! La crise ! ..... R. LOUZON

A bâtons rompus : La pilule à la portée de toutes —  
Association ou indépendance ? — L'Egypte se  
dénasserise — Le chaos cyprote ..... J. GALLIENNE

D'un bord à l'autre ..... A. LEMIRE

Informations syndicales.

Pour contribuer à la discussion sur l'autogestion  
ouvrière.

Que le livre prenne sa place ..... G. WALUSINSKI

A travers les livres : Confession de Bakounine (F.  
Ch.) — Lettres aux dirigeants de l'U.R.S.S., de  
Soljéjtsyne — Le bonheur en plus (J.L. Bureau)

## ENTRE NOUS...

Voilà enfin notre numéro de rentrée. Nous l'avons attendu plus longtemps que d'habitude. Le rythme habituel était de onze numéros par an. Cette année, il n'y en aura que dix. Nous n'avons pas l'intention d'en faire une nouvelle habitude. La nécessité nous y a poussés, et aussi les propositions que certains amis nous ont faites dans le but de surmonter une crise qui ne nous est pas particulière, qui atteint aujourd'hui toute la presse indépendante.

Où en sommes-nous maintenant ? En consultant notre tableau « D'où vient l'argent ? », les lecteurs verront que la solidarité de nos abonnés ne nous a pas manqué pendant ces mois d'été, habituellement moins généreux, financièrement parlant. Plus encore que la solidarité matérielle, c'est l'appui moral, exprimé dans des lettres ou au verso des chèques, qui nous a redonné du courage.

Ne nous y trompons pas : nous ne pouvons pas vivre à force de ballons d'oxygène successifs. L'augmentation du prix de l'abonnement a été rendue nécessaire. Plus nécessaire encore est la recherche obstinée de nouveaux abonnés, de nouveaux lecteurs, de nouveaux rédacteurs. C'est une tâche collective qui nous revient à tous.

Enfin, nous voilà repartis ! Le contenu de ce numéro prouvera que ce n'est pas la matière qui nous manque, ni les articles qui traitent de toutes les questions sociales à l'ordre du jour : inflation, hausse des prix, crise ou non ? conséquences de cette situation sur l'action syndicale quotidienne, et, sur un plan plus général, autogestion ou non ? Proudhon ou anti-Proudhon ? La caractéristique de notre revue y éclate encore : une tribune libre permanente pour militants.

Dans une discussion très animée que nous avons eue dans la dernière réunion du cercle parisien de l'Union des Syndicalistes, à propos notamment de la relève de notre équipe dirigeante, ce caractère original de notre revue n'a pas été remis en cause. Un camarade nous a dit : « surtout ne laissez pas disparaître du mouvement ouvrier un titre comme La Révolution Prolétarienne ! »

Nous avons l'intention de tout faire encore pour qu'il ne disparaisse pas. On sait qu'il va atteindre, à la fin de cette année, cinquante ans d'âge. Ce sera l'occasion de fêter ensemble cet anniversaire, comme nous l'avons fait, de cinq ans en cinq ans, pour les précédents anniversaires. Que chaque camarade et ami pense dès maintenant à nous faire des propositions pratiques pour la réussite de cette célébration. Ce ne doit pas être seulement, à l'occasion d'un bon repas en commun, la joie de nous retrouver plus nombreux encore qu'il y a cinq ans. Ce doit être le jour, pour trois générations de militants, unies par la pensée et par l'action du syndicalisme révolutionnaire, de confronter leurs points de vue sur la suite de cette œuvre que des pionniers valeureux ont commencée il y a cinquante ans.

Préparons dès maintenant cette réunion devenue traditionnelle. Il faut que ce cinquantenaire soit aussi un point de départ, un nouveau départ, avec les anciens et les jeunes, dans la voie tracée par notre vieille revue dont le titre s'est en effet établi dans le mouvement ouvrier international. Sa tribune doit rester ouverte, dans toutes les circonstances, à tous les militants libres du syndicalisme ouvrier.

Deux mois ont passé depuis que nous avons parlé ici aux camarades. C'est un trop long délai. Nous le jugeons trop long, même si nous tenons compte de cette coupure, de ce soupir dans l'activité générale que sont devenus ces deux mois d'été. Il semble que la lutte de classe dorme d'un œil pour se réveiller et s'affirmer avant l'automne. En rentrant de vacances, on retrouve plus vives, plus aiguës les difficultés qu'on avait voulu oublier un moment. Heureux ceux qui ont réussi vraiment à les oublier !

Dans le monde entier, comme dans ce pays où nous vivons, les événements n'ont pas attendu que nous nous réveillions, l'histoire sociale n'a pas connu de répit. Sur la scène extérieure, nous avons assisté à l'étonnante démission du président des Etats-Unis. Nous avons vu surgir à Chypre un nouvel abcès purulent tandis que les colonels grecs s'effondraient (comme si ceux qui les avaient installés leur retireraient brusquement la chaise sous le derrière). A l'encontre, nous avons vu des capitaines, rendus intelligents par les leçons d'une guerre coloniale sans issue, renverser une dictature vieille de quarante ans et ébranler par là-même d'autres situations établies. Nous avons eu quelques échos de ce qui se passe à l'est de l'Europe, dans cette partie du monde qu'on dit socialiste (l'Archipel du Goulag existe-t-il encore, oui ou non ?). Nous aurons aussi à parler de cette conférence mondiale sur la population qui vient de se tenir à Bucarest. Elle a examiné un des aspects, et non des moins importants, de la crise du monde actuel.

Mais y a-t-il vraiment crise structurelle du capitalisme ? M. Chirac a juré qu'il n'y aurait pas de crise en France, « n'en déplaise à M. Séguy », a-t-il dit. Ici nous ne jouons pas aux prophètes, nous n'annonçons pas les malheurs futurs. Il nous suffit bien de constater que, crise ou pas crise, rien ne brille sur le front économique de ce pays, en dépit du nouveau style désinvolte de la présidence et de ses petits hors-d'œuvre libéraux (à déguster quand même en attendant les lourds plats de résistance). L'emploi des travailleurs est-il menacé ? Si l'on suit les informations qui arrivent chaque jour sur les fermetures d'entreprises petites et moyennes (et plus que moyennes), on peut dire que les licenciements qui résultent de ces disparitions, de ces absorptions, de ces fusions indiquent déjà qu'il n'y a plus plein emploi de la main-d'œuvre. Ne nous en tenons pas au nombre des chômeurs actuellement secourus (il est quand même en croissance) ; intéressons-nous aussi à la courbe montante des demandes de travail non satisfaites ; le nombre des jeunes cherchant un emploi et n'en trouvant pas (sauf déqualification) est considérable.

## 8.000 FAILLITES EN SIX MOIS !

C'est le nombre officiellement recensé pour le premier semestre de cette année, en augmentation de 23 % par rapport à la période correspondante de 1973. Et ce n'est pas fini. On a parlé des petites usines de textile dont les ouvrières ont été reçues par Madame Françoise Giroud, ministre décorative. On a parlé davantage des Tanneries d'Annonay, plus encore des établissements Titan-Coder, première firme française de fabrication de remorques. Celle-ci, dans ses trois

usines dont la principale est à Marseille, occupe 2.700 salariés qui n'ont pas l'intention de se laisser jeter sur le sable. Plus récemment, c'est la fabrique de chaussures Donval de Rosporden (Finistère), qui dépose son bilan laissant sans emploi trois cents salariés.

Si ce n'est pas cela la crise, beaux messieurs de la nouvelle école optimiste d'économistes-maison, ce sont peut-être des signes annonciateurs, d'autant plus que le tableau s'étend à l'Europe avec des circonstances aggravantes. Oh ! je sais, vous avez la prétention de dominer la question. C'est ce qui donne tant d'assurance au jeune louveteau dont Giscard a fait un premier ministre. C'est vous qui organisez cette crise rampante pour freiner l'inflation. Vous êtes en même temps les agents des nouvelles concentrations capitalistes. Vous vous sentez forts de leur masse et de leur puissance ; vous vous targuez en outre de mettre là-dedans ce qu'il faut de « politique sociale », de rétrocéder ce qu'il faut — très inégalement d'ailleurs — à toute une couche petite-bourgeoise. Si malins que vous soyez, le jeu ne va pas sans danger. Vous avez beau dire, vous conduisez un peu dans le brouillard. Vous n'en n'êtes pas encore à « précéder l'événement » selon le désir exprimé de votre président modern'style. Il n'est d'ailleurs pas impossible que vous réussissiez tant bien que mal à juguler l'inflation en réduisant un taux de croissance dont vous étiez si fiers. Vous comptez peut-être sur une situation de l'emploi plus favorable au patronat pour retenir un peu les revendications ouvrières. En tout cas, les paysans, éleveurs et producteurs de fruits et légumes, n'ont pas attendu pour passer à l'action directe. Entre eux et les consommateurs qui devraient être solidaires, il y a les petits commerçants en colère, défendant leurs « marges » contre les concentrations inévitables, sous la houlette (ou le manche de pioche) de Gérard Nicoud. Un ministre dont le nom importe peu, tente, au milieu de tout ce bruit, d'appliquer ou de ne pas appliquer une loi de l'illustre Royer, typique représentant des couches les plus rétrogrades de la petite bourgeoisie.

## LES PAYSANS ET L'INCOHERENCE DES PRIX

Le nombre des paysans cultivant eux-mêmes leurs terres est en régression continue. Il ne doit pas actuellement excéder 12 % de la population active. Encore faudrait-il faire parmi eux des « sous-ensembles » : ils ne sont pas tous des « petits » éleveurs ou des « petits » producteurs de légumes et de fruits. Ils ont connu il n'y a pas si longtemps des cours intéressants. L'effondrement actuel ne leur en est que plus dur. Les gens du pouvoir leur avaient dit qu'il fallait pousser la production de viande de bœuf dont l'Europe manquait. Ils l'ont fait et ils s'en sont trouvés bien jusqu'à l'an passé. Et voilà qu'on nous dit maintenant qu'il y a trop de bœuf ; depuis seize mois, son cours baisse à la production (non à la consommation !). Nos éminents technocrates et économistes du pouvoir et de ses avenues n'avaient pas vu beaucoup plus loin que le bout de leur nez !

Bref, nos paysans qui « se défendaient » encore pas mal en 1972, voient en 1974 leurs revenus diminuer, tandis que, par un paradoxe assez étonnant, on assiste en même temps à une hausse très sensible du prix des terres agricoles ; autrement dit les agriculteurs perdent en revenu, mais gagnent en capital !

Le scandale de la différence entre le prix que la ménagère doit payer au détail et celui qui a été payé au producteur demeure et s'aggrave. Le litre de vin que l'on a payé 0,88 F au vigneron ou à la coopérative vaut 2,20 F chez le commerçant de détail. Quant au bordeaux, naturel ou frelaté, son prix à la production doit être multiplié par quatre ou par six pour retrouver l'étiquette du commerçant détaillant ! Pour les fruits, la seule « marge » du dernier commerçant, face au consommateur, est double du prix payé au producteur. Peut-on admettre que le service rendu par ce commerçant vaille deux fois le travail de l'agriculteur ?

On n'en finirait plus de citer des exemples de ces écarts entre les deux prix, de ce qui est « chapardé » entre la terre et la boutique, sous la haute main de nos grands « organisateurs » patentés et diplômés. Les paysans ont raison de s'insurger. Ils ont tort de détruire des produits alimentaires alors que des gens, des peuples n'en ont pas leur suffisance. Ils ont raison d'organiser des « ventes sauvages », des ventes directes entre les producteurs et les consommateurs où les uns et les autres trouvent leur compte.

\*\*\*

Ce « scandale » des prix a été dénoncé à peu près dans les mêmes termes par l'OCCTA. Qu'est-ce que c'est que ça ? C'est l'Organisation commune des consommateurs, travailleurs et agriculteurs. Elle a été constituée — vous vous en souvenez peut-être — par Force Ouvrière d'une part, par la Fédération des exploitants agricoles et les Jeunes agriculteurs d'autre part. Quand j'ai lu cette protestation, j'ai pensé aussitôt : il ne suffit pas de crier, il faut agir et d'abord, puisqu'on est une organisation ouvrière et paysanne d'inspiration syndicale, organiser des ventes directes des paysans petits producteurs aux ouvriers consommateurs, prouver par l'action que la bonne solution est à portée de la main ouvrière.

Avais-je, moi aussi, crié sans nécessité et enfoncé une porte ouverte ? Dans une interview à la *Dépêche du Midi*, André Bergeron menace de quitter les comités des prix (ça existe donc ?) il se propose, avec Force Ouvrière, de décentraliser l'organisation de défense commune pour que se fassent des ventes directes aux consommateurs. Eh bien ! bravo ! nous enregistrons les points de vente.

\*\*\*

Tout ce qu'a fait jusqu'à présent le ministre, dont le nom importe peu, et qui est chargé d'appliquer (ou de ne pas appliquer) la loi Royer, c'est d'interdire la création de quatre centres Leclerc et d'empêcher l'extension de celui de Rochefort.

Nous avons déjà parlé ici des centres de distribution qui portent le label de Leclerc. Si nous comprenons bien, ce sont des associations de petits commerçants qui se soumettent à certaines conditions et qui, en tout cas, vendent moins cher comme cela est vérifié sur tous les articles. Est-ce tout ce que le ministre a trouvé dans son arsenal ? Leclerc et ses partisans, rendus furieux par l'arrestation et la condamnation

du gérant du centre de Rochefort, sont passés eux aussi, non sans efficacité immédiate, à l'action directe. Leurs « commandos » se sont affrontés à ceux du cafetier Nicoud.

Celui-ci est un personnage pittoresque. Il semble incontestablement plus intelligent que son prédécesseur Pierre Poujade. Et puis, lui, il ne veut pas prendre le pouvoir, il ne joue pas (jusqu'à nouvel ordre) les césars de carnaval ! Il défend seulement, sur des positions d'arrière-garde, les bistrots ses confrères et les petits commerçants. Il les défend mal, quoi qu'il en pense.

Dans cette bagarre intestine Leclerc-Nicoud, un des effets des contradictions, des divisions dans la petite-bourgeoise française traditionnelle, c'est le premier que les syndicalistes ouvriers soutiendraient plutôt, en attendant que leurs propres organisations, en liaison avec les paysans travailleurs, soient intervenus directement dans la distribution aux moindres frais des produits alimentaires.

## GISCARD LE REFORMISTE

Nous en étions là de nos notes quand Giscard a parlé. Oh ! c'est autre chose que du Pompidou ! Ce nouveau président, abandonnant délibérément tout l'apparat qui, jusqu'à lui, accompagnait son titre et sa fonction, a énuméré toutes les réformes auxquelles il a présidé depuis trois mois, celles qu'il a déjà accomplies et celles qu'il se dispose à accomplir. Ne faisons pas la fine bouche. Ce n'est certes pas le chambardement général ! Nous ne l'attendions pas et nous ne l'attendons pas de Giscard. Il a tenu d'ailleurs, sans aucunement changer de ton, à faire parmi les « hommes de progrès » la distinction entre révolutionnaires et réformistes. Ne trouvez-vous pas un peu savoureux de retrouver, dans la bouche de ce citoyen distingué de la nouvelle bonne société, le thème d'une discussion jamais terminée dans le mouvement ouvrier, plus particulièrement dans le syndicalisme qui, pour nous, réalise justement la synthèse de la réforme et de la révolution.

Que dire de cette allocution toute pleine de bons sentiments ? Pas autre chose que ceci : attendons pour voir. Vous avez certainement remarqué que Giscard, en dehors de la bonne présentation du « changement » déjà accompli, n'a pas esquissé un autre programme ni posé d'autres interrogations que ce qu'on a pu lire ci-dessus, dans nos propres lignes. « De quoi s'agit-il ? », comme disait l'autre. Il s'agit de *freiner l'inflation, tout en maintenant le pouvoir d'achat et le plein emploi*. C'est à ce tournant que nous attendons Giscard et son équipe. Aucun propos émollient ne détournera notre attention. Les « énârqes » et leur chef sont au pied du mur. On nous rendra cette justice que ce n'est pas nous qui les y avons mis.

Déjà ce que nous avons vu depuis trois mois sur ce terrain là, ne nous rassure pas. Dans la partie de son petit discours que Giscard réservait aux ouvriers, il a dit que, pendant le second trimestre, le salaire horaire ouvrier avait augmenté davantage que les prix, 6 % contre 4 %, et que cela n'était pas tolérable. Sans que nous n'y voyions rien d'intolérable, est-il déjà bien sûr de ce qu'il affirme ? Est-il déjà certain que ses chiffres, même en admettant qu'ils soient bien calculés, s'appliquent à toutes les catégories ouvrières ? Une moyenne ne signifie pas grand-chose. Il y a ceux et celles dont le salaire a moins augmenté que les prix, ceux et celles pour qui il n'a pas augmenté du tout,

ceux et celles dont les suppressions d'emploi ont réduit le pouvoir d'achat à celui des indemnités de chômage. Il semble bien en tout cas que Giscard entend demander aux ouvriers des sacrifices sur l'autel de la maléfique déesse Inflation. Si c'est tout ce qu'il a trouvé, ce n'est pas nouveau.

Pour faire ce travail-là qui est, pour ainsi dire et depuis longtemps, un travail de routine, Giscard a « rêvé » qu'il pourrait avoir l'aide des syndicats. Même à un président de la république, il n'est pas interdit de rêver.

Les syndicats, comme dit la sagesse populaire, « voient midi à leur porte ». Espérons-le du moins. Ce n'est pas le perron de l'Elysée. La politique patronale et gouvernementale (c'est une seule politique) a déjà réussi à faire réaliser presque partout l'unité d'action à la base et même à l'échelon fédéral. Récemment, sur l'écran de la télévision, à propos d'une délégation syndicale contre la fermeture des établissements Titan-Coder, j'ai bien cru apercevoir, derrière le représentant de la C.G.T. qui avait la parole, la silhouette du camarade Boisgard, des métallurgistes Force Ouvrière.

A l'échelon confédéral, évidemment c'est autre chose. L'unité d'action aurait alors une tout autre signification, étant donné que la direction de la C.G.T. est la même que celle du parti communiste, étant donné que la direction de la C.F.D.T. a pris, elle aussi, une orientation politique. J'entends une orientation politique qui ne sort pas de la classe ouvrière elle-même, une orientation qui n'est pas « indépendante » (l'indépendance n'ayant ici rien de commun avec celle qu'entend M. Roger Chenaud).

On m'accusera aujourd'hui d'une tendance personnelle à soutenir Force Ouvrière comme on m'accusait hier d'être l'avocat de la C.F.D.T. (ça ne m'est pas arrivé, je le reconnais, pour la C.G.T., pour sa direction. Mais sait-on jamais ?). Je veux seulement essayer de trouver quel est le bien de la classe ouvrière — quand il y a du bien — dans ces tactiques des états-majors syndicaux.

\*\*

A chacun selon ses œuvres : l'entreprise métallurgique U.F.M. de Suresnes était en grève cet été. Elle occupait 400 travailleurs dont une majorité d'immigrés. Le mouvement a été soutenu par F.O. avec une intervention personnelle de Bergeron. Une élection professionnelle a eu lieu dans cette boîte le 29 juillet, F.O. qui présentait des candidats pour la première fois, a obtenu 4 sièges sur 7. L'action n'est pas seulement payante pour les ouvriers ; elle l'est pour ceux qui les défendent bien.

A Creusot-Loire (usine du Creusot) 1.600 employés ont débrayé (sur 10.000 salariés) F.O. a été en flèche dans cette action, préconisant une augmentation uniforme de 300 F tandis que les représentants de la C.G.T. dénonçaient « l'aventurisme ». Il y a à faire pour le militant syndical, quand il existe évidemment et quand il se sent responsable (c'est exprès que j'emploie ce mot pour embêter ceux qui dénoncent à tout bout de champ « les irresponsables »).

## TOUTES LES QUESTIONS A LA FOIS

Nous aurions encore bien d'autres choses à dire et à proposer à la discussion des camarades, car toutes les questions se posent à la fois. Il y aurait la question du Larzac, de sa signification, de ses à-côtés, de son environnement politique pourrait-on dire. Il y a la question du service militaire, soulevée depuis long-

temps dans ces colonnes. Il y a la question des prisons et de leurs habitants (Giscard lui-même, l'homme du monde où, sauf accident, on ne va pas en prison, ne l'a pas esquivée).

Il y a aussi et surtout la suite de notre discussion sur l'autogestion. Dans notre précédent numéro, le camarade François Gauthier a donné, sur ce point, une étude très sérieuse. Je suis d'accord avec plusieurs de ses considérations et opinions. Pas sur toutes. Il n'enlève pas le point d'interrogation après son titre : *autogestion des entreprises, mythe ou réalité ?* En fait, il conclut que c'est un mythe. Je ne suis pas d'accord avec lui. Je crois qu'il confond autogestion de l'entreprise avec autonomie de l'entreprise. Il est bien évident qu'une usine, qu'un service, qu'une administration, pris isolément, ne détermine pas eux-mêmes leur raison d'exister. Ils font partie d'un ensemble économique, d'un sous-ensemble industriel dont ils dépendent nécessairement, auquel ils sont liés et dont ils reçoivent leur programme. Mais ils gèrent librement l'exécution de ce programme ; ils font exactement de l'autogestion. Les travailleurs gèrent eux-mêmes les moyens de production dont ils disposent pour l'exécution du programme économique ou administratif dont ils sont chargés.

Le camarade Gauthier, et d'autres avec lui, me diront que rien n'est réglé encore, que tout n'est pas clair, qu'il faut discuter et approfondir. Cette fois, je suis d'accord avec eux. Nous devons poursuivre ensemble cette discussion fondamentale. Posons autrement la question : le socialisme, la suppression du patronat et du salariat, la révolution prolétarienne tout cela est-il un mythe ?

R. GUILLORE.

## Le Capital Français à l'Étranger

Renault possède une filiale en Argentine, à Cordoba (Ika-Renault). Elle emploie, ou plutôt elle employait 12.000 salariés. La direction est en grave conflit, depuis trois mois, avec le personnel soutenu par le syndicat des mécaniciens de Cordoba, à direction révolutionnaire. Au début d'août, les dirigeants de l'entreprise avaient décidé de fermer ses portes, de suspendre son activité.

Cette décision avait sa répercussion dans tout le secteur automobile de l'Argentine. Aussi le gouvernement de Buenos-Aires est-il intervenu avec brutalité : il a fait expulser de leur local tous les membres du comité directeur du syndicat et les a remplacés par des représentants de la direction syndicale nationale péroniste orthodoxe. Cela n'a pas été sans heurt et un ouvrier a été grièvement blessé.

Le conflit est devenu plus aigu encore : le 28 août, le directeur du personnel de l'usine Ika-Renault, M. Ricardo Goya, a été abattu par des guerilleros. La direction d'Ika a décidé, à la suite de cet attentat, l'arrêt complet des activités de l'entreprise.

AU PORTUGAL, la société bordelaise Lamont a une usine à Lisbonne qui fabrique des vêtements de sport. Depuis le 24 août, les ouvrières occupent les locaux où elles tenaient sequestrés quatorze « cadres » français, dont le P.D.G.

Il a fallu l'intervention d'une unité de parachutistes pour dégager les Français sequestrés. Mais la presse de Lisbonne s'en prend vivement aux « sociétés étrangères qui profitent des travailleurs portugais ».

# La gestion ouvrière de la Sécurité Sociale

Les congrès syndicaux ont toujours pour thèmes les « grands problèmes » : Indépendance, situation économique et politique, structure de l'organisation, cotisations, etc...

Une question ne fait jamais recette : l'étude de la gestion de la Sécurité Sociale, présentée pourtant comme une conquête de la Classe Ouvrière. Et pourtant il y a de quoi méditer...

Parmi les grands congrès passés citons :

Le Congrès de la C.G.T., réuni à Paris, du 8 au 12 avril 1946 : « constate avec satisfaction que le nouveau régime de S.S. apporte une grande simplification administrative : une décentralisation poussée mettant les services de la S.S. à la portée des bénéficiaires ; une normalisation et une unification des formalités et des imprimés ; une extension du champ d'application de la loi ; une amélioration des prestations servies. »

Cette résolution avait été adoptée à mains levées, sans débat par le Congrès et, seul Oreste Capocci avait protesté en criant « c'est de l'escamotage ». Pourquoi le Secrétaire Général de la Fédération des Employés protestait-il ? les congressistes ne l'ont pas su.

Mais, en 1974, on ne peut relire sans sourire cette historique résolution du premier Congrès Confédéral qui suivait la mise en place du plan français de Sécurité Sociale.

En Avril 1948, au Congrès Constitutif de F.O., les lampions n'étaient pas éteints et la résolution proclamait :

« la Sécurité Sociale doit constituer une coordination totale de tous les efforts faits en matière de protection sociale et faire ainsi triompher l'intérêt général sur tous les intérêts particuliers par une « planification » raisonnée. Elle doit cependant se garder de perdre la notion de « l'humain » et permettre, au contraire, un épanouissement total de l'individu mis à l'abri des misères qui peuvent l'atteindre »...

Et, plus loin : « La C.G.T.-F.O. décide de mettre à l'étude au sein de la Commission de S.S. des méthodes susceptibles de simplifier la législation et de réduire les formalités imposées aux assujettis, en particulier par la mise en vigueur d'un « carnet social » qui serait la possession de chaque assuré et contiendrait tous les renseignements permanents nécessaires pour le règlement des prestations ».

### LES IDEES ET LES REALITES

La coordination totale ce fut la création d'un régime autonome de couverture du chômage (UNEDIC-ASSEDIC), la floraison de régimes complémentaires de retraites, le 1 % pour le logement, le prélèvement pour la formation permanente, etc...

Toutes choses rigoureusement indépendantes de la gestion de la S.S.

Quant à la simplification de la législation, plus de trente mille textes sont sortis depuis 25 ans et, très rares doivent être ceux qui — employés des Organismes compris — cernent les questions du premier coup.

### LES POUVOIRS REELS DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Elus ou désignés, les Administrateurs ont-ils un rôle ?

Qui fixe le montant des cotisations ?

Qui détermine le montant des prestations servies ?

Qui impose ses conditions au Personnel des Caisses ?

Ne cherchez pas, c'est toujours l'Etat par ses Ministères de tutelle (Finances, Santé, Travail).

Pourtant, dans le domaine de la Prévention des Accidents du Travail et des Maladies Professionnelles, les Administrateurs ont depuis 1946 des pouvoirs réels. Ils ne s'en servent pratiquement pas. Regardez le nombre ridiculement faible des textes réglementaires mis sur pied par les Comités Techniques et les Caisses de Sécurité Sociale, la sécurité et l'amélioration des conditions de travail ne passionnent pas les Administrateurs et c'est bien regrettable.

### LES TECHNOCRATES ARRIVENT, LE SERVICE DU PUBLIC SE DEGRADE

Pour la grande masse des travailleurs, le contact avec la S.S., c'était surtout le remboursement des prestations maladie. Un peu une corvée ; on perdait du temps à faire la queue aux guichets, on devait revenir parfois car il manquait un papier ou une signature, mais enfin on sortait « avec ses sous ». Les contacts avec les employés des guichets permettaient de comprendre ses droits et ses obligations. Des amitiés se nouaient, on venait demander conseil. Et surtout, quand on voulait on pouvait venir « toucher son pognon », se dépanner en quelque sorte.

Les Princes qui nous gouvernaient à l'époque ont parlé d'« humanisation » et l'on a mis des plantes vertes partout. On aurait dû parler de chlorophyllisation car pour l'humanisation on n'a jamais su en quoi cela consistait !

Dans l'ombre des « Cours de Cadres » se paraît une génération de technocrates ou plus réellement de techno-bureaucrates. La « technique » prenait le pas. « On » a commencé par faire établir le décompte de paiement des prestations à la machine et rédigé en code chiffré. « On » a remplacé le mandat-carte payable à domicile par le « mandat Colbert » établi par la S.S., qui revient plus cher et qui oblige le bénéficiaire à se rendre au bureau de P.T.T. Cela fait perdre du temps (toujours) oblige à faire la queue (parfois) et fait quelquefois des dépenses de transport lorsqu'il n'y a pas de recette postale dans le quartier ou la commune rurale. La bureaucratie a ensuite supprimé tous règlements aux guichets des Caisses dans plusieurs départements « pilotes ». La mise en place des procédés Informatique pour le règlement des prestations Maladie va entraîner la fermeture de tous les bureaux décentralisés (section locale et bureau payeur quel qu'il soit). Le regroupement des fichiers pour la centralisation des données est un impératif pour l'utilisation des ordinateurs.

### GASPILLAGE ET VALEUR DU SERVICE RENDU

Lorsque s'établit à la main, au guichet, devant l'assuré, le décompte des prestations, en échange d'un peu d'attente on part avec son argent.

En gros, il était raisonnable de penser que cette formalité revenait à 1 franc.

Lorsqu'on fait « moderne », établi avec un ordinateur, le même règlement revient beaucoup plus cher. Entre 15 et 35 francs suivant des sondages fait par des militants employés, car « on » ne publie pas de chiffres, « on » est discret parce que « le progrès » cela coûte cher. Et il y aura des grincements de dents lorsqu'il faudra mettre les chiffres au grand jour. On cherche un « ARANDA » pour y voir clair.

#### LA PASSIVITE DU MOUVEMENT SYNDICAL

Pourquoi les représentants des salariés qui siègent dans les Conseils d'Administration des Organismes de S.S. ne réagissent-ils pas devant cette gestion rétrograde ?

Siégeant parfois depuis des décennies ils se sont tout simplement intégrés au système. Critiquer devant certains la gestion des Caisses c'est leur présenter une attaque personnelle, parce qu'ils ont fini par imaginer que la S.S., c'était eux. L'utilisation par les Organismes de S.S. d'ordinateurs puissants a ouvert un marché considérable aux fabricants d'appareils. Et aussi aux marchands de papier dont les ordinateurs et leur suite sont très friands. Les propagandistes « du progrès » sont-ils tous désintéressés ? Difficile de faire machine arrière si l'on a des doutes sur la réussite d'une opération où des requins sont peut-être autour. Alors on se tait et on laisse faire, d'autant plus aisément qu'il s'agit d'une technique où bien peu y « pigent » quelque chose.

Lorsque le Ministère du Travail, il y a quelques années, a exclu des Conseils d'Administration des Caisses, les deux représentants du Personnel, les administrateurs n'ont pas bougé. Les délégués du personnel étaient souvent des généraux, des empêcheurs de tourner en rond, les seuls ou presque à tenir tête aux technocrates. Bon débarras.

#### COMMENT REAGISSENT LES TRAVAILLEURS

Il n'est pas facile de faire le point car, la grande presse comme la presse syndicale, ne s'intéressent guère à cette question. Notons quelques informations connues et vérifiées :

ANGERS. — Devant le retard dans le paiement des prestations maladie en 1973, un Comité de Défense des Usagers se constitue. Des tracts sont distribués devant la Caisse. Le Personnel ne réagit pas, les U.D. des Syndicats non plus, il ne semble pas que ce Comité fonctionne encore.

TOURS. — Fonctionne avec ordinateurs depuis trois années. Le personnel refuse de continuer à faire des heures supplémentaires le retard dans le paiement des prestations étant permanent. Les syndicats du personnel appuient le mouvement parti spontanément de la base. Il y a conflit avec le Conseil d'Administration. L'Inspection du travail refuse de rendre les heures supplémentaires obligatoires. L'UD C.G.T., le P.C., le P.S. et l'Association Syndicale des Familles protestent publiquement contre les retards. Tout cela en juin dernier.

LE MANS. — Utilise l'Informatique depuis le 1-1-74. A fin mai il y avait 82.000 dossiers en attente de paiement. Le personnel a effectué des heures supplémentaires mais à la fin de juillet la C.F.D.T. annonce 53.000 dossiers en retard (Ouest-France 24-7).

Une manifestation organisée par les UD CGT et CFDT, l'Association Syndicale des Familles et l'Association des Malades et Infirmes a rassemblé 200 personnes le 14 juin devant le siège de la S.S. du Mans.

CLERMONT-FERRAND. — Egalement à l'Informatique depuis le 1-1-74. A fin mars : 80.000 dossiers en panne. A fin juin : retard évalué à 135.000 par le personnel. Les UD CGT et CFDT auraient pris position...

ORLEANS. — Retard considéré comme négligeable d'après le personnel. Sur l'initiative du syndicat CGT de l'usine Hutchinson de Chalette près de Montargis, les 2.000 ouvriers cessent le travail le 4 juillet dernier pour protester contre la fermeture du bureau-payeur de la Caisse de S.S. qui se trouve à la porte de l'usine. Il s'agit en fait, renseignement pris auprès du personnel de la Caisse, d'un problème qui est grave. La Caisse de Sécurité Sociale veut confier à la mutuelle de l'usine le soin de verser les prestations. De cette façon la S.S. ne sera pas responsable des fonds en cas d'attaque des truands. Et s'il n'y avait pas de mutuelle d'entreprise irait-on jusqu'à confier le paiement des prestations maladie à l'employeur ?

Mais il est probable qu'il s'est passé quelque chose ailleurs, je ne peux indiquer que ce que dont j'ai connaissance et possibilité de vérifier.

#### A QUI PROFITE CETTE SITUATION

Aux marchands et aux loueurs de matériels de toutes sortes (y compris aux agents immobiliers car il faut de l'espace, donc des locaux). Aux marchands de papiers et de fiches cartonnées dont les ordinateurs se gavent.

Et puis il faut soulever un autre problème douloureux.

La loi laisse aux assurés sociaux un délai de deux années au maximum, pour présenter les feuilles de maladie au remboursement. La grande majorité des travailleurs se fait rembourser avant bien sûr. Il est honnête de considérer qu'un délai moyen de 30 jours s'écoule entre le dépôt ou l'envoi des feuilles à la Caisse et la perception du montant des prestations par le bénéficiaire. La liquidation des dossiers de pensions ou de retraites vieillesse demande généralement entre 4 et 12 mois suivant les régions.

Le rapport remis le 20 juin dernier par la Cour des Comptes au président de la République fait état de 115 milliards de dépenses totales pour la S.S. en 1973. Il fait également état (d'après le journal « Le Monde ») des excédents cumulés des allocations familiales (seul risque qui n'était pas en déficit en 1973); ils s'élèvent à 9 milliards et correspondent à un fonds de roulement pour moins d'un mois de paiements courants.

Imaginons que tous les Assurés réclament le remboursement immédiat de leurs prestations et que l'on décide enfin de verser un acompte sur pension, un mois après le dépôt de la demande à la Caisse Vieillesse, est-on bien sûr que les caisses seraient en état de payer ?

Il est temps pour le mouvement syndical de se pencher sur les problèmes de gestion de la Sécurité Sociale et sur l'orientation du système de couverture des risques sociaux des travailleurs.

Jacques HERVE.

# Consommateurs : Est-ce le réveil ?

En aurait-on enfin ras l'bol dans les centrales syndicales de l'absurde et vaine course des salaires s'essoufflant à rattraper les prix qui s'envolent si allègrement, et impunément, à la faveur des hausses spéculatives des produits pétroliers ? Et cela ne semble pas devoir se ralentir ainsi qu'en témoignent les indices officiels qui poursuivent sans désemparer leur courbe ascensionnelle.

Cela devient d'autant moins supportable qu'à peine les augmentations consécutives accordées aux salariés, les prix rebondissent de plus belle et que rares sont les entreprises où les travailleurs ont réussi à imposer à leurs employeurs des accords comportant des mesures de rattrapage pour compenser les pertes de leur pouvoir d'achat subies entre deux rajustements des salaires sur les prix.

Quoi qu'il en soit, au sortir de la période de vacances propice à des nouveaux coups de pouce sur le coût de la vie — et le gouvernement dit « du changement » ne s'en est pas privé — les budgets ouvriers ont été mis à mal et le mécontentement gagne en profondeur malgré l'optimisme affiché par les nouveaux tenants de la barre gouvernementale se louangeant des quelques réformes consenties, pour tenir compte de la surenchère des promesses électorales, ne sauraient masquer le caractère conservateur de l'arbitraire économique et social d'un pouvoir qui se montre aussi incapable que ses devanciers — dont l'actuel président de la République était un des piliers et avait prouvé à maintes reprises quels intérêts réels il servait — de juguler la poussée inflationniste des prix.

Il y est d'ailleurs d'autant moins disposé que ceux qui sont en partie responsables de cet état de choses sont, parmi les composants de sa majorité électorale.

Aussi bien, l'opération déclenchée par le ministre de l'Économie et des Finances « frein sur les prix », après tant d'autres tentatives du même genre aussi trompeuses qu'inopérantes — ce qui montre qu'on n'a pas rompu avec les vieilles habitudes — n'est-elle que d'ordre psychologique et seulement destinée à désamorcer les réactions populaires.

Lancée à l'usage des gogos, à grand renfort de publicité parlée et écrite, elle ne saurait pourtant abuser même les moins avertis, instruits par l'expérience, et, à plus forte raison, les organisations syndicales qui se déclarent décidées à passer à l'offensive pour des résultats tangibles. Mais de quelle manière ?

Il faut bien convenir que, jusqu'alors, elles se sont montrées à cet égard plus velléitaires que réalistes, et de conférences de presse en interventions aux sommets ministériels (lesquels sont surtout prodigues de promesses), de pétitions en manifestations spectaculaires, on en est resté au statu quo, étant donné que toute cette agitation ne pouvait qu'endormir la vigilance ouvrière en faisant croire à l'efficacité alors qu'on ne remuait que du vide.

Qu'attendre, d'ailleurs, d'une C.G.T. empêtrée dans ses contradictions par le fil à la patte qui la lie au P.C. lequel entend disputer à la majorité portée au pouvoir les votes des commerçants et paysans, classes moyennes, et jusqu'aux gaullistes anti-américains, voire anti-européens ? Et ce ne sont pas les dernières déclarations de son leader Georges Seguy à cet

égard qui pourront démentir cette appréciation.

Quant à la C.F.D.T., si l'on s'en tient à son dernier congrès ou aux déclarations de ses dirigeants, on ne trouve que des généralités. Faut-il en déduire qu'après avoir longtemps végété sous la houlette des évêques, puis, de C.F.T.C. en C.F.D.T., s'être donné des allures frôlant l'anarcho-syndicalisme — ce qui n'était pas pour nous déplaire — ils ne savent plus, pour cette action comme pour le reste que s'en remettre au futur messie socialiste qu'ils rêvent d'enfanter ?

## « F.O.-CONSOMMATEURS »

Plus valable semble la position prise récemment par ceux de Force Ouvrière, quittant l'Orgeco (Organisation générale des consommateurs que certains de ses militants avaient fondée en 1959 avec des syndicalistes de la C.F.D.T. (C.F.T.C. à l'époque) et de la C.G.C., mais qui stagnait faute de moyens) pour constituer d'emblée sa propre organisation de défense des consommateur « F.O.-Consommateurs » englobant ses 850.000 adhérents qui versent à ce titre une cotisation spéciale distincte de leur cotisation syndicale. Ce qui en fait la plus puissante organisation de consommateurs du pays par le nombre, et dont le secrétariat confédéral en devient le Conseil d'administration.

Nous ne pouvons ici que nous réjouir de cette réalisation, ayant, à plusieurs reprises attiré l'attention sur la nécessité d'une lutte parallèle sur le terrain de la production et de la consommation. Et nous ne pouvons que souhaiter que ces louables intentions ne restent pas lettre morte.

Cependant, nous sommes au regret de constater que, tandis que ses promoteurs se veulent les champions de cette nouvelle croisade combien justifiée, les délégués à son congrès de juin dernier, où le secrétaire général en a fait part, n'ont pas manifesté un enthousiasme délimitant.

Bergeron et son secrétariat n'en ont, bien sûr, que plus de mérite de poursuivre leur entreprise. Déjà, ils avaient, sans plus attendre, pris contact, à cet effet, avec la F.N.S.E.A. (Fédération Nationale des exploitants agricoles), — passant outre aux réserves qui se manifestaient sur la composition sociale de celle-ci — et les « Jeunes agriculteurs ». Et cette concertation à abouti à l'institution d'une « Organisation Commune des Travailleurs-Agriculteurs » dont ils définissent ainsi le programme, ambitieux certes, mais substantiel :

« S'attacher essentiellement à réaliser toutes études ou enquêtes sur les éléments constitutifs des coûts de revient et d'une manière générale à résoudre les complexes et difficiles problèmes qui se posent journellement à la fois aux producteurs et aux consommateurs. C'est ainsi, en particulier, que seront recherchées et dénoncées les disparités de prix injustifiées et abusives entre le stade de la production et celui de la consommation : les écarts frauduleux et spéculatifs sur la viande, les fruits et les légumes ne seront plus tolérés... »

« En un mot, nous nous attacherons à découvrir, à détecter les intermédiaires parasites et à déceler les spéculateurs qui s'emploient à s'enrichir d'une façon éhontée sur le dos des producteurs et des consommateurs... »

Il reste que pour la mener à bien, ils devront

secouer la passivité ou l'indifférence des militants, remarquables en ce domaine, par des thèmes mobilisateurs propres à les amener à une meilleure compréhension de leurs véritables intérêts. Leur rappeler aussi qu'ils ne sont pas seulement exploités par leurs patrons, mais par la gent commerciale, publicitaire, etc., qui se charge de leur grignoter un pouvoir d'achat chèrement acquis et tout est remis en question.

Pour l'heure, continuant sa prospection, Bergeron vient de faire part de son désir de rencontrer opportunément Edouard Leclerc dont on sait les récents affrontements, à Rochefort, contre Gérard Nicoud, défenseur du petit commerce rétrograde et nostalgique du poujadisme de triste mémoire.

Dans les rangs syndicalistes, nombreux sont ceux qui ont salué les initiatives (et nous n'y avons pas manqué) de l'ancien épicier de Landerneau qui se bat depuis 25 ans autant contre les routines commerciales parasitaires que contre les grandes sociétés monopolistes à la recherche de surprofits. Son secret : établissement du circuit court pour une marge bénéficiaire minimum. Résultat : partout où un centre Leclerc s'installe, les prix baissent.

Attaqué de toutes parts par les fabricants, les fournisseurs, les banques, tous les « gros bras » de l'industrie et de la finance, il a résisté à tous les assauts, recrutant des concours chez les commerçants eux-mêmes, séduits par ses méthodes, par ailleurs aussi rémunératrices par une rapide rotation des stocks, et se permettant le luxe de retirer le label Leclerc aux magasins pratiquant des marges bénéficiaires supérieures à celles convenues.

Aussi, quelques réserves qu'on puisse faire sur certaines de ses attitudes (notamment ses démêlés avec le fisc), peut-on considérer comme profitable une rencontre de ces deux forces qui gagneraient elles aussi à conjuguer leurs efforts dans la bataille de ce qu'on a appelé le « juste prix ».

Mais « F.O. Consommateurs » ne se propose pas seulement cet objet, non plus que la réforme des circuits de distribution. Elle entend aussi intervenir sur la qualité des produits, consciente des possibilités du syndicalisme, par les moyens dont il dispose, par les travailleurs organisés employés dans les entreprises, par les Comités d'entreprise — que l'on ne doit plus accepter de voir se confiner dans des tâches subalternes comme la gestion des œuvres sociales : cantines, colonies de vacances, fêtes de fin d'année, etc. L'extension de leurs attributions, réclamée depuis toujours, devrait permettre de plus grandes possibilités d'investigation dans le maquis comptable pour l'étude des prix de revient aux différents stades de la production et de la distribution afin de détecter les plus-values abusives soustraites, tant aux travailleurs qu'aux consommateurs, dans le prix de vente.

## NI DUPES, NI COMPLICES

Il faudrait aussi pour cela fournir des armes aux adhérents et pas seulement à l'élite militante. Les informer, les rendre responsables de la qualité de leur production, les aider à découvrir les tricheries, les fraudes dans la fabrication d'un produit.

Pour mener ces enquêtes sur la qualité, les malfaçons et les falsifications intéressées du patronat, les ouvriers sont à pied-d'œuvre pour peu qu'on veuille les solliciter.

Dans le bâtiment, le maçon qui fait son béton est à même de vérifier si la proportion de ciment

ajoutée au sable prévue par le cahier des charges est bien respectée ; le ferrailleur, si la grosseur des fers armant le béton est exacte ; de même, le plâtrier pour la qualité des enduits ; le peintre pour la qualité des peintures et le nombre de couches, etc...

Les ouvriers des produits chimiques, pour déceler les éléments nocifs dans les détergents, lessives, produits d'entretien et autres.

Ceux des industries alimentaires afin de montrer ce que cachent les aliments mis en vente : les fraudes de matières grasses dans le lait et les produits laitiers où l'on attend toujours une réglementation sur les doses de pesticides et les quantités d'eau dans les fromages. Si bien qu'un fromage frais indiquant 50 % de matière grasse contient 80 % d'eau.

L'eau joue d'ailleurs un grand rôle dans certains aliments. On en ajoute 50 % dans les sauces à salade, dans les jus de fruit, etc. Dans le jambon, on injecte de la saumure contenant des phosphates et des polyphosphates pour en augmenter le poids, sans compter les adjuvants chimiques pour le « rosir ». Les saucissons sont agrémentés d'abats, de déchets de viande et l'on y trouve jusqu'à 25 % d'aponévrose. Il y a mieux : des saucisses ne contenant pas un seul gramme de porc, mais un mélange de poulet, farine, colorants. Quant aux pâtés et galantines, au lieu des 50 % de viande désossée exigés, on se contente, à prix égal, de 15 à 20 % complétés par des déchets, farine, lait, colorants.

On a tout dit sur les nocivité des huiles de colza mêlées aux « huiles de table » ; sur les trafics des vins et alcools par les dépassements d'anhydride sulfureux et autres ingrédients ; sur la composition des glaces dénoncée avec succès par le laboratoire coopératif. Sur toutes ces pratiques frauduleuses les travailleurs des diverses professions ont leur mot à dire.

Les ouvriers agricoles pourraient opportunément fournir des indications sur les insecticides, les engrais contenant des substances nocives, sur les traitements chimiques des légumes et arbres fruitiers. Ceux de l'élevage, sur les méthodes de forçage, par les gros cultivateurs, des veaux, porcs, volailles, etc, fabriqués chimiquement, soit en leur faisant consommer, dans les boxes où ils ne peuvent bouger, le maximum d'aliments industriels, de liquides gras et à coups d'antibiotiques, de vaccins et d'hormones pour qu'ils prennent du poids plus rapidement, etc. etc.

Tout cela nous amène à conclure que le syndicalisme à les moyens de ses ambitions. Encore faut-il qu'il veuille s'en donner la peine et, que ses constatations soient suivies d'actions conséquentes qu'ils appartient aux organisations syndicales de déterminer pour des solutions appropriées.

Ne pourrait-on, par exemple, occasionnellement, par une entente entre les fédérations de l'agriculture et de l'alimentation, instituer des secteurs-témoins de vente directe du producteur au consommateur ?

Informers le grand public sur tous ces problèmes en exigeant un accès régulier à la télévision pour publier les carences du pouvoir. Sur ce point comme sur d'autres ?

En tout état de choses, « F.O.-Consommateurs » ouvre la voie. Une voie dans laquelle le syndicalisme tout entier devrait s'engager s'il veut œuvrer efficacement.

Le voudra-t-il ?

N. FAUCIER.

# Parmi nos

## LETTRES

### De Proudhon à Der Yassim

De B. SOUVARINE (Paris)

Etant, avec Louzon et Charbit, un des derniers Mohicans de la première équipe de la Révolution prolétarienne, j'ai eu souvent la tentation de dire mon mot dans les controverses en cours, mais m'en suis abstenu en pensant (non sans sérieuses raisons) que ce serait toujours trop ou trop peu. Ce qui me détourne cette fois de ma ligne de conduite, c'est l'invocation à « la Justice » selon Proudhon. Je pense à tant de nouveaux lecteurs de la R.P. qui n'ont pas eu l'heur d'aller aux sources, chez Proudhon. Le sujet a été traité, pour le centenaire de la mort de Proudhon, dans le Contrat social (vol. IX, n° 2, mars-avril 1965), mais pas pour le même public, et rien ne défend d'y recourir.

Je ne cesse de m'étonner en lisant la R.P. actuelle, et vais d'étonnement en surprise, de surprise en stupéfaction. Ainsi quand je vois une revue syndicaliste révolutionnaire se réclamer de Proudhon, qui condamne sans réserve la grève ouvrière, la lutte des classes, la violence révolutionnaire. Son commentateur scrupuleux, Aimé Berthod, le montre à l'opposé du syndicalisme révolutionnaire : « Ni la lutte pour l'augmentation des salaires et la diminution des heures de travail, ni la grève n'auront à aucun moment son approbation. » Proudhon répudie d'avance le syndicalisme dans sa Capacité politique des classes ouvrières : « L'augmentation des salaires et la diminution des heures de travail ne peuvent aboutir qu'à l'enchérissement universel... » Et : « Que des bandes ouvrières, sans égard aux grands intérêts sociaux pas plus qu'aux formalités légales, entreprennent de faire violence à la liberté et aux droits des entrepreneurs, c'est ce qu'à aucun prix la société ne peut permettre... » J'abrège, car il y aurait trop à citer.

Dans La Voix du Peuple, Proudhon affirme que les solutions de la science sociale ne font « aucune distinction du prolétaire ni du bourgeois ; elles embrassent indifféremment tous les intérêts, toutes les classes ; elles sont au-dessus de tous les antagonismes, absolues comme la vérité même ». Dans la Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat, il prend fait et cause pour la classe moyenne, « au sein de laquelle vit et s'agit l'esprit de liberté, qui possède la raison de l'avenir... ». Dans La Justice dans la Révolution et dans l'Eglise, il exalte « la classe des artisans, petits industriels, petits propriétaires, petits bourgeois, portion (...) la plus saine du corps social ». Plus tard, à ses Confessions d'un Révolutionnaire, il ajoutera une « Apothéose de la classe moyenne », assignant comme but suprême au socialisme « la constitution de fortunes médiocres ». J'abrège encore, pour la même raison.

Proudhon milite avec ardeur pour « la réconciliation de la bourgeoisie et du prolétariat » (La Voix du Peuple, 1850). Candidat aux élections, il écrit : « Travailleurs, tendez les mains à vos patrons, et vous, patrons, ne repoussez pas l'avance de ceux qui furent vos salariés. » Et encore dans La Voix du Peuple : « Au fond, la bourgeoisie, c'est la liberté ». Etc. On peut approuver ou contredire, on ne peut pas annexer Proudhon au syndicalisme révolutionnaire.

De même, les idées de Proudhon sur la guerre

sont peu compatibles avec celles qui ont inspiré les fondateurs de la R.P. « L'homme est avant tout un animal guerrier : c'est par la guerre qu'il se manifeste dans la sublimité de sa nature », écrivait-il en 1850. Et dans La Guerre et la Paix, en 1861 : « La guerre tient par des racines profondes (...) au sentiment religieux, juridique, esthétique et moral des peuples (...). La guerre, c'est notre histoire, notre vie, notre âme tout entière (...). On nous parle d'abolir la guerre comme s'il s'agissait des octrois et des douanes... Si l'on fait abstraction de la guerre et des idées qui s'y associent, il ne reste rien, absolument rien, du passé de l'humanité et pas un atome pour la construction de son avenir. » Enfin : « Philanthrope, vous parlez d'abolir la guerre ; prenez garde de dégrader le genre humain. » Là aussi, il faut abréger, car ce serait à n'en plus finir.

Proudhon ne se borne pas à professer que « la guerre est indispensable au développement moral de l'humanité », il est résolument contre le principe des nationalités, contre l'unité italienne, contre l'unité allemande, contre la résurrection de la Pologne.

Contre l'unification de l'Italie ? Certes, et « au risque de passer pour papiste », dit Edouard Berth, son admirateur. Charles Maurras vante Proudhon d'avoir défendu le pape : « Proudhon avec les zouaves pontificaux ? Oui, et rien ne va mieux ensemble ! Oui, Proudhon défendit le pape, oui, il combattit le Piémont. » Jacques Bainville « a réuni dans une même dédicace les zouaves pontificaux et le penseur révolutionnaire », remarquait Georges Valois en 1911. En effet, dans son livre sur Bismarck et la France l'historien royaliste écrivait en 1905 : « A la mémoire de P.-J. Proudhon qui, dans sa pleine liberté d'esprit, retrouva la politique des Rois de France et combattit le principe des nationalités ; à la glorieuse mémoire des zouaves pontificaux tombés sur les champs de bataille en défendant la cause française contre l'unité italienne », etc.

Selon Proudhon, « les Polonais n'ont pas droit à l'indépendance ». La restauration de la Pologne serait « une absurdité, voire un crime ». Car ce serait « le règne des Juifs » (cf. Si les traités de 1815 ont cessé d'exister et aussi La Guerre et la Paix). D'ailleurs, à l'en croire, « le Juif et l'Anglais sont les maîtres en France. Qui s'en étonnera ? » (cité par Daniel Halévy). De nos jours, l'Amérique est substituée à « l'Anglais », car c'est la mode, mais c'est toujours la même pensée.

On comprend que Louis Dimier ait consacré à Proudhon un de ses cours à l'Institut d'Action française en 1906 et l'ait classé parmi les « Maîtres de la Contre-Révolution au XIX<sup>e</sup> Siècle » (voir le livre paru sous ce titre en 1907). et que, sur l'initiative d'Henri Lagrange, Georges Valois et Edouard Berth, ait été fondé le Cercle Proudhon à ce même Institut d'Action française, se réclamant d'Edouard Drumont et gratifié d'une allocution de Charles Maurras à sa première séance. D'après Louis Dimier, « à divers égards, la révolution de Proudhon se nomme exactement réaction ». Ed. Berth gagné à l'Action française, voyait en Proudhon « un grand écrivain conservateur et l'un des maîtres de la Contre-Révolution au XIX<sup>e</sup> Siècle », ajoutant que « l'Action française en janvier 1909 a pu, sans trop de scandale, déposer une couronne sur sa tombe ». Ed. Berth loue aussi Proudhon de n'être pas féministe : « Courtisane ou ménagère, tel est son dilemme. » Ce qui nous amène à « La Justice » selon Proudhon, en matière de vie conjugale. cette « Justice » qui m'a incité à prendre la plume.

Dans La Pornocratie ou les Femmes dans les temps modernes, notre Proudhon préconise « plutôt la réclusion que l'émancipation » des femmes, et il énonce des aphorismes de ce genre : « Si ta femme

te résiste en face, il faut l'abattre à tout prix» et «L'homme a la force, c'est pour en user; sans la force, la femme le méprise». Il envisage six cas où «le mari peut tuer sa femme selon la rigueur de la justice paternelle: 1° adultère; 2° impudicité; 3° trahison; 4° ivrognerie et débauche; 5° dilapidation et vol; 6° insoumission obstinée, impérieuse, méprisante». Car «l'homme, époux a droit de justice sur sa femme; la femme n'a pas droit de justice sur le mari». Une fois de plus, j'abrège.

Mes amis Maxime Leroy, Hubert Lagardelle et autres «Amis de Proudhon» ont réagi en 1912 quand le Cercle Proudhon a voulu accaparer la mémoire du personnage. Ils n'ont réussi qu'à souligner les multiples contradictions proudhoniennes, et Georges Guy-Grand dut concéder qu'il y a de tout et le contraire de tout dans Proudhon, «et il avait au surplus, comme il l'a avoué, le malheur de ne jamais se relire». En outre, soixante ans ont passé depuis que les «Amis de Proudhon» ont tenté leur apologie, et ils n'avaient pas lu bien des textes de Proudhon publiés depuis lors. J'ai les meilleures raisons d'affirmer que jamais Maxime Leroy n'aurait encaissé ce qu'on peut lire dans les Carnets de Proudhon, entre autres :

«Le juif est l'ennemi du genre humain. Il faut renvoyer cette race en Asie, ou l'exterminer.

«H. Heine, A. Weil et autres ne sont que des espions secrets; Rothschild, Crémieux, Marx, Fould, êtes méchants, bilieux, envieux, âcres, etc., qui nous haïssent.

«Par le fer, ou par la fusion, ou par l'expulsion, il faut que le juif disparaisse... Tolérer les vieillards qui n'engendrent plus.

«Travail à faire. — Ce que les peuples du moyen-âge haïssaient d'instinct, je le hais avec réflexion, et irrévocablement.

«La haine du Juif comme de l'Anglais doit être un article de notre foi politique».

J'ai assez dit, et cité, sur le thème de «La Justice» selon Proudhon, pour passer aux affaires des pays du Levant qui avaient motivé la conclusion de Louzon. J'use d'une expression géographique générale qui ne prête pas à contestation, sans quoi il faudrait remettre en question toutes les appellations fausses, périmées, équivoques ou trompeuses qui alimentent une confusion générale. J'imagine que les lecteurs de la R.P. en ont marre de cette discussion autour de Dar Yassin et n'ai aucun goût d'y revenir, mais d'autre part mon silence sur ce point risquerait d'être interprété au rebours de mon sentiment. Le malheur, sur ce chapitre, c'est qu'il faudrait d'abord redéfinir tous les termes d'usage courant qui induisent en erreur les gens mal préparés en la matière.

Il n'est pas vrai que n'importe qui ait qualité pour se prononcer sur n'importe quoi. Je ne me permettrai pas de discuter biologie avec J. Monod, ni calcul différentiel avec André Weil. Je suis incapable d'assimiler la théorie de la relativité d'Einstein. Pendant la majeure partie de ma vie, je ne me suis jamais permis d'interpréter les textes archaïques de la Bible. On n'en a le droit qu'après des études sérieuses d'herméneutique. Et l'on comprend combien l'Eglise chrétienne eut raison d'interdire la Bible à ses ouailles, pendant des siècles. Et que Volney n'avait pas tort, après examen approfondi, de la déclarer inintelligible au profane. Il me semble donc inadmissible que d'aucuns fassent état de mythes, de légendes, de folklore, conservés dans un recueil dont la rédaction s'étale sur quatorze siècles, dont plus d'une dizaine sont d'avant notre ère, en fassent état, dis-je, à l'appui de leurs

partis pris dans les événements actuels. Un seul exemple: personne ne pourra jamais relever le mot «Juif» ou «Arabe» dans le livre de Josué. Alors?

Pour induire en erreur le public ignare, il faut se livrer à des identifications fausses, à des assimilations arbitraires, à des interprétations fantaisistes. Et comme disait Renan dans sa deuxième lettre à Strauss, «avec cette philosophie de l'histoire», il n'y aura de légitime dans le monde que le droit des orangs-outans, injustement dépossédés par la perfidie des civilisés». Le plus bizarre, c'est que des gens se désignent sous des noms d'emprunt que leurs ancêtres auraient répudiés avec horreur. Ici encore, un seul exemple: des Arabes se disent Palestiniens, c'est-à-dire Philistins, terme péjoratif de longue date, au mépris de toute notion ethnique ou historique. Hérodote distinguait déjà la Syrie phénicienne de la Syrie philistine (adjectif devenu palestinien à travers les transcriptions, puis nom propre, comme dans «Gaule belgique» de César, l'adjectif est resté en tant que nom d'un pays). Six siècles plus tard, Vespasien créa encore la province Syrie palestinienne. Mais il n'y avait pas d'Arabes en ces lieux à ces époques. Si l'on appelait les choses et les gens par leurs noms, on y verrait plus clair, et il y aurait moins de malentendus, moins de querelles d'autant plus haineuses que mal motivées.

Je prends garde de répéter ce que d'autres ont écrit dans la R.P., mais au sujet «des camps de réfugiés avec la pitance que leur distribue plus ou moins chichement l'O.N.U.», personne ne dit mot, et il y a là une lacune à combler. — L'U.N.R.W.A. (sigle de l'office de l'O.N.U. en question) nourrit ces réfugiés avec de l'argent versé par les Etats-Unis pour plus de moitié, la contribution américaine s'élevant à quelque 500 millions de dollars en 1970, et, à raison de 23.200.000 dollars par an depuis cette date, le total doit atteindre 600 millions de dollars en 1974 (cf. Le Monde du 18 février 1970). Depuis la hausse récente des prix du pétrole, nul n'est censé ignorer les sommes fantastiques en dizaines de milliards de dollars qu'encaissent les Etats arabes: toute la presse les publie. Si l'«âme musulmane et la «fraternité arabe» tant vantées par nos islamisants daignaient s'inspirer de ces idiots d'Américains, les réfugiés de toute condition pourraient corser leur chiche «pitance» de quelques chiche-kebab par semaine.

Mais ce ne sont pas les plus malheureux qui occupent la scène politique, ce sont les Philistins (pardon: les Palestiniens) qui se prélassent dans les palais de Beyrouth, de Damas, de Bagdad et du Caire, qui sont bourrés de dollars provenant des royalties américaines, qui sillonnent les airs en avion d'un pays à l'autre et que les staliniens de Moscou et de Pékin fournissent en armes et instruments meurtriers de toutes sortes. Avec cela, l'Université américaine de Beyrouth est une pépinière d'assassins, un foyer de terrorisme, d'où sortent les lanceurs de bombes qui tuent impunément des femmes et des enfants (arabes en majorité) sur les places publiques. Comme la peine de mort n'existe pas en Israël, ces héros sont sûrs de s'en tirer un jour ou l'autre; et quant à ceux qui risquent leur vie, le Coran leur promet un séjour délicieux au paradis d'Allah, des jeunes vierges, des éphèbes, des houris aux grands yeux noirs (Sourates 55 et 56).

(Soit dit en passant, j'ai peine à comprendre que l'on attaque les Américains là où ils sont irréprochables, tandis qu'on passe sous silence leur politique financière absurde qui déchaîne l'inflation à travers le monde et détraque tout le système monétaire international).

Après Charbit, il reste encore des choses à dire sur Dar Yassin. Il n'est pas vrai que cet épisode très restreint et localisé ait déterminé un exode général. C'est la Voix des Arabes et autres radios arabes qui ont adjuré les populations de quitter les lieux, promettant un copieux butin à leur retour.

Dar Yassim, « village bien tranquille », avait été transformé en forteresse qui commandait la seule route reliant Jérusalem à Tel-Aviv et coupait tout ravitaillement. Ses maisons de pierre étaient converties en bastions. Le prendre d'assaut devint une nécessité impérative. L'Irgoun s'en chargea (car c'est de l'Irgoun qu'il s'agit). Il invita par haut-parleur les civils à partir, ce que firent environ deux cents d'entre eux. Les quelques dizaines qui restèrent furent victimes des militaires arabes qui les retinrent sur place. L'Irgoun n'eut pas recours à une guerre en dentelles, mais les Arabes massacrèrent de civils, égorgèrent de femmes et d'enfants non plus. Ce n'est pas une raison pour donner à cette opération tactique une disproportion démesurée en la présentant comme un événement de l'histoire universelle.

Le Proche et le Moyen Orient sont depuis un quart de siècle le théâtre de conflits atroces auprès desquels Dir Yassin apparaît comme un incident minuscule. Louzon ne souffle mot des tueries inter-arabes et inter-islamiques qui ont ensanglanté la Jordanie, l'Égypte, le Soudan, l'Irak, le Yémen... Il n'a que Dir Yassin dans son sac et, pour en faire l'équivalent de la prise de Constantinople par les Turcs, il passe sous silence toute l'histoire de cette malheureuse région ravagée de massacres entre frères de race. Charbit a cité un témoignage arabe. En voici un autre, de Yunes Ahmed Assad, un notable de Dir Yassin : « Les Juifs n'ont jamais eu l'intention de porter atteinte à la population du village, mais s'y trouvèrent forcés quand ils eurent à faire face au feu de l'ennemi, placé au milieu de cette population, et qui tua le commandant de l'Irgoun (cf. Al Urdum, quotidien de Jordanie, 9 avril 1955).

Louzon préfère citer des journalistes qui recueillent n'importe quelles histoires à dormir debout pour corser leur fourre-tout et lui donner des allures « impartiales », il faudrait s'entendre. Quand le grand muphti de Jérusalem, quand Nasser, quand Choureiki et autres hitlériens porte-paroles du pseudo « monde arabe » proclament qu'ils extermineront la population d'Israël jusqu'au dernier nourrisson, qu'ils rejeteront tous les Juifs à la mer, et autres gentilles de même farine, qu'en disent nos islamisants, nos arabophiles ? Ils nous expliquent : « O, vous savez, les Arabes, c'est leur façon de parler... On n'y doit pas faire trop attention... Cela signifie seulement qu'ils ne sont pas très contents... Il faut comprendre ce que parler veut dire... Les Arabes, voyez-vous, s'expriment à leur façon... Ils sont du sud de Marseille... Etc. » Mais quand des journalistes vulgaires rapportent n'importe quels ragots arabes, cela devient paroles d'Évangile, quels témoignages scientifiques. De qui se moque-t-on ?

En fin de compte Louzon ne cesse de rendre un hommage involontaire à l'Etat d'Israël et à l'armée d'Israël qu'il n'arrive pas à mettre en cause. Il ne peut s'en prendre qu'à feu l'Irgoun, et en adoptant une version plus que contestable. Il se tait sur tout ce qui le gêne. Vieille histoire millénaire : c'est toujours le lapin juif qui a commencé, depuis Manithon jusqu'à Khadafi, en passant par Hitler, Staline, Mao et autres humanistes bien connus, sans oublier Proudhon dont la « justice » a déclenché cette lettre trop longue et trop courte à la fois (car il y aurait encore trop à dire). Comme le thème est une source

intarissable de malentendus et de suspicions mal fondées, je ne puis m'empêcher d'ajouter ce qui suit :

S'efforcer de rétablir la vérité sur telle ou telle ptripéties des guerres entre prétendus « descendants d'Abraham » (Louzon a l'air de croire à cette descendance puisqu'il se réfère à des textes archaïques pour les besoins de sa cause), cela n'implique aucune approbation de la doctrine officielle de l'Etat d'Israël. On ne me demande pas mon avis. Mais pour qu'on ne m'impute pas une conception contraire à la mienne, je le donne en disant que si l'Etat hébreu persiste à vouloir s'imposer comme Etat juif, je lui prévois un avenir sinistre. J'appelle Etat hébreu un Etat dont la langue officielle est l'hébreu. J'appelle Etat juif un Etat qui prétend instaurer le judaïsme comme religion officielle. Le judaïsme est une vieilleries qui ne remonte pas aussi haut dans le passé que Louzon le pense, car c'est un phénomène postérieur à la captivité de Babylone, on le sait depuis Spinoza, mais il est tout de même un terrible anachronisme. L'Etat hébreu ne me paraît viable qu'en tant qu'Etat laïque, inter-confessionnel, multi-national, tolérant, sans privilège pour aucune religion. Sinon il n'aura jamais la paix. Mais ceci est une autre histoire.

La World Bank (Banque mondiale), dans un rapport confidentiel dévoilé par l'International Herald Tribune du 29 juillet dernier, estime que du train où vont les choses, les réserves des pays arabes pétroliers atteindront 650 milliards de dollars en 1980 et 1.200 milliards (1 trillon, 2) en 1985.

En attendant le trillon, ces pays ne pourraient-ils pas venir en aide à leurs frères musulmans deshérités, les réfugiés « palestiniens » dont la « maigre pitance » est depuis si longtemps à la charge de l'O.N.U., principalement des Etats-Unis ?

## REPONSE DE LOUZON

Pour répondre au désir de Charbit de ne pas éterniser le débat sur Israël, je ne répondrai pas à ce que dit Souvarine sur cette question dans la longue lettre que l'on vient de lire, d'autant que cette lettre n'apporte rien qui contredise en quoi que ce soit les faits que j'ai rapportés ou les conclusions que j'en ai tirées.

Par contre, tout ce que dit Souvarine de Proudhon étant parfaitement exact il convient peut-être que j'explique pourquoi je crois utile parfois de me référer à Proudhon malgré les idées souvent extravagantes qu'il exprime et qui lui ont valu durant un temps d'être réclamé par les royalistes de l'Action française.

Cela n'est peut-être pas très commode, je vais néanmoins tenter de le faire.

Mais d'abord une constatation très importante, c'est que, malgré tout ce qu'il a dit sur les syndicats, sur les femmes, etc., Proudhon a eu une influence considérable sur la classe ouvrière française de son temps et même encore aujourd'hui sur toute la partie de cette classe qui se réclame de l'anarchisme. C'est le seul écrivain socialiste qui ait été largement lu et commenté par un grand nombre d'ouvriers ; de mon temps, nombreux étaient encore les ouvriers parisiens qui pouvaient réciter par cœur des passages entiers de Proudhon, il y en a même encore, j'en connais un. Rien que cela fait qu'il est impossible d'ignorer Proudhon, même si certaines de ses pages font dresser les cheveux sur la tête.

A quoi cela est-il dû ? C'est ce que je voudrais tenter d'expliquer succinctement.

Proudhon a commencé sa carrière d'écrivain politique par un ouvrage où il lançait le grand cri de guerre : « La propriété, c'est le vol » ; et il a terminé cette même carrière par un ouvrage où il déclare : « La propriété, c'est la liberté ! »

Eh bien, tout Proudhon est là ! Proudhon est un critique né. Il n'a pas plutôt affirmé quelque chose qu'il cherche ce qui va en sens contraire de ce qu'il vient de dire ; à la thèse, il oppose l'antithèse et c'est là, à mon sens, ce qui fait sa valeur. Nous avons, toujours beaucoup trop tendance, les uns et les autres, à trouver que quelque chose est totalement bien ou totalement mal, alors qu'en fait, tout est bien et mal ; cela dépend du point de vue.

Rien donc n'est plus utile que la lecture de Proudhon, car elle nous enseigne la relativité de la vérité, et c'est là peut-être ce dont nous avons aujourd'hui le plus besoin. Car, sous la masse des lieux communs déversés chaque jour, et même chaque heure, par la radio, la télé et les magazines, notre sens critique a une fâcheuse tendance à disparaître. Proudhon est donc un des rares stimulants qui existent encore pour qui ne cherche pas à s'endormir sur le mol oreiller des idées reçues. Illustrons ceci par un exemple, un exemple se rapportant à un texte de Proudhon cité par Souvarine et qui a trait à un domaine qui nous est particulièrement cher, celui du syndicalisme.

Proudhon est contre les syndicats parce que les syndicats, dit-il, sont une atteinte à la liberté de l'individu. Mais n'est-ce point exact ?

Il va sans dire qu'à nos yeux le syndicat est d'une nécessité absolue, mais il n'empêche qu'il porte atteinte à la liberté individuelle du fait qu'il astreint le syndiqué à une certaine discipline, et que dans certaines circonstances cela peut comporter pour le travailleur de graves dangers.

Regardez, par exemple, ce qui s'est passé en Amérique. Grâce au système de la « closed shop » en vertu duquel le syndicat a le monopole de l'embauche, certains syndicats pouvaient faire payer très cher le droit d'adhésion, si bien qu'il fallait déjà être relativement riche pour pouvoir travailler !

Bien mieux, regardez ce qui se passe en France, aujourd'hui même ! Essayez donc, par exemple, de vous faire embaucher chez Simca ! Si vous n'êtes pas syndiqué au syndicat C.F.T. le syndicat jaune qui a le monopole de l'embauche chez Simca, vous serez impitoyablement refusé, fussiez-vous le meilleur ajusteur de France !

Toute chose, même le syndicalisme, a donc son bon et son mauvais côté ; c'est ce que l'impitoyable logique de Proudhon a le grand mérite de nous rappeler, et cela n'est pas rien !

Cependant, pour ce qui me concerne, ce n'est pas surtout pour cette raison qu'il m'arrive de citer Proudhon.

Je le cite presque toujours en raison de sa position sur un point très particulier, mais essentiel de la doctrine socialiste dont l'abandon signifierait ni plus ni moins que la disparition pure et simple du socialisme.

La grande question qui se pose aujourd'hui à l'humanité est, en effet, celle-ci : les révolutions qui ont débuté avec ce siècle : révolution russe, révolution yougoslave, révolution cubaine, et enfin, révolution chinoise, révolutions qui ont fait qu'aujourd'hui les régimes, disons « communistes », doivent couvrir à peu près la moitié de la population totale du globe, et sont très probablement appelés à en couvrir la totalité dans un temps relativement court, aboutiront-elles en fin de compte à des

régimes de type socialiste, ou bien à des régimes de type fasciste ?

Un régime socialiste est un régime où règne l'égalité entre les hommes ; un régime non socialiste est un régime où règne au contraire l'inégalité, c'est un régime basé sur une « hiérarchie » comme on disait chez Mussolini.

Or, cette égalité ou cette inégalité entre les hommes dépend essentiellement, à notre époque, de l'égalité ou de l'inégalité que l'on prétend exister dans la nature des différents travaux. Certains travaux, les travaux dits « intellectuels », ceux où l'on ne se « salit pas les mains », sont réputés être d'une nature supérieure à ceux où on se les salit ; en conséquence de quoi, prétend-on, ceux qui exercent des travaux « intellectuels », doivent jouir d'une rémunération supérieure à ceux auxquels échoit le travail dit « manuel ».

D'où la principale justification, à notre époque, de l'inégalité entre les revenus. Il y a d'un côté, ceux qui ne se salissent pas les mains et qui ont droit par cela même au respect des autres, en même temps qu'ils perçoivent sur la production commune de quoi satisfaire largement leurs besoins, eu un mot, les « nobles », et, de l'autre côté, la « racaille » : ceux dont la dépense quotidienne d'« énergie » (au sens scientifique du mot) est au moins égale à celle des premiers mais qui ne sont tout de même que des « roturiers » qui ont juste le droit au minimum vital.

Or, c'est ce que Proudhon a admirablement compris et a exprimé sans aucune ambiguïté : toute différence de rémunération selon la nature du travail effectué n'est que « brigandage ».

Telle est la raison pour laquelle, à mon sens, Proudhon est plus actuel que jamais, et la raison pour laquelle il m'arrive assez souvent de le citer.

R.L.

## Trop de polémiques

De B. GIAUFFRET (Nice) :

*Disons en vitesse un mot des polémiques qui absorbent trop de papier dans une R.P. appauvrie.*

*Bien sûr, Louzon n'est pas Monatte, mais Monatte n'était pas Louzon. Tous deux, ils étaient complémentaires, même s'ils ne voulaient pas le savoir. Le poids de la R.P. avant 40 résidait sur cette complémentarité. Monatte disparu, personne ne l'a remplacé. Et quand Louzon posera sa plume personne ne le remplacera. Je suis souvent pas d'accord avec lui, mais je ne souscris pas aux lignes que Walusinski lui consacre. C'est trop ou trop peu.*

*Trop dans l'attaque. Trop peu pour un jugement sérieux, car il faudrait jeter dans l'autre plateau de la balance tout ce que Louzon nous a apporté de connaissances et de sujets de réflexion, tout ce qu'il a volontairement affronté : la prison, la guerre d'Espagne, « Paix immédiate », les camps et par-dessus tout le refus de jouer un rôle dans la société bourgeoise où ses dons auraient pu lui donner une belle place. Il a appliqué ce « refus de parvenir », base morale de notre syndicalisme révolutionnaire, et ce n'est pas rien en ce siècle où chacun se pousse et se hausse sans vergogne. Alors que sont nos différents et nos « piques » d'un jour ? Qu'est-ce que mettre sans cesse en évidence les choses dites et redites sur le Sionisme et l'Arabisme ? Et pourquoi ne ferions-nous pas un camp de Kurdes face aux Irakiens ? et un camp de Chypriotes grecs face aux Chypriotes turcs ? Walu terminait sagement en évoquant l'internationalisme... Ce n'est qu'un rêve. Mais c'est en fonction de ce*

rève que nous pouvions exister. Pour la cuisine il y a Kissinger et bien d'autres.

## Nous avons une dette

De Pierre AUBERY (New-York) :

En lisant le numéro de Juin-Juillet de la R.P. j'étais atterré en découvrant qu'on avait pu même soupçonner la revue de donner dans l'antisémitisme. Les Israéliens, bien sûr, peuvent faire des erreurs et ne sont pas en tous points exemplaires. Personnellement je crains toujours que certains d'entre eux ne prennent un peu trop goût au militarisme qui leur est imposé par les circonstances. Mais je suis persuadé qu'ils s'en débarrasseraient facilement si les grandes puissances n'alimentaient le conflit israélo-arabe sous prétexte de l'arbitrer. Juifs et Arabes ont tant de choses en commun — et cela depuis que le monde méditerranéen existe — qu'ils ne manqueraient pas de trouver un terrain d'entente si un dialogue direct s'établissait enfin entre eux.

Je ne prétends pas pouvoir proposer des solutions précises à un conflit si complexe. Mais j'ai visité Israël, j'ai consacré beaucoup de temps à étudier la littérature juive, je dois dire que j'y ai toujours trouvé un esprit de justice et d'égalité beaucoup plus proche de celui qui anime les collaborateurs de la R.P. que dans l'ostentation et les explosions de violence irrationnelle des féodaux arabes et de leurs hommes de main.

De plus il faut rappeler que nous avons une dette envers les Juifs et que, le moins que nous puissions faire pour tenter de la payer, c'est de défendre le droit à l'existence de l'Etat d'Israël. Il ne faut pas oublier que c'est la persécution dont trop de Juifs ont été l'objet en Europe et en Afrique qui a incité certains de leurs leaders à chercher à fonder un Etat Juif qui soit un foyer et un refuge pour tous ceux que l'intolérance chassait de leur pays natal. Que finalement ce foyer se trouve établi sur le territoire de l'ancienne Palestine s'explique par bien des raisons et c'est aujourd'hui un fait accompli. L'exode et le déplacement des réfugiés Palestiniens est certes un difficile problème, mais encore une fois, il pourrait très bien trouver une solution équitable par voie de négociations directes entre Israéliens et Arabes. Nous qui avons assisté, impuissants, à l'arrestation, à la déportation de femmes, d'enfants, de vieillards juifs, par des policiers et des gendarmes français gardant leur misérable convoi, nous ne pourrions jamais effacer ces images atroces de notre mémoire ni oublier la honte que nous avions alors d'être français, comme ceux qui avaient décidé et exécuté ce crime odieux. Pour que cela ne puisse jamais plus se produire, pour que les Juifs qui qu'ils soient, où qu'ils soient, ne soient plus jamais ainsi livrés sans défense ni protection au Moloch, un Etat Juif est indispensable. C'est le rôle que veut jouer et que joue Israël. C'est pourquoi nous ne pouvons accepter que son droit à l'existence soit mis en question.

De KERDUDOU (94) :

« D'accord avec Walu pour proscrire le sectarisme et l'invective. D'accord surtout pour trouver des signatures nouvelles. A propos, quelqu'un a-t-il des tuyaux sur le départ des Fonctionnaires C.G.T. de la F.G. des retraités (Congrès de Nice 1974) ? »

Comme Kerdudou, nous avons lu dans « le Courrier du retraité » que l'U.G.F.F. (l'Union des fonctionnaires C.G.T.) avait, pour la première fois, décliné l'invitation d'être représentée et de parler au Congrès de la Fédération des retraités qui vient de se tenir à Nice.

Ce refus et cette absence sont étonnants. D'abord,

parce qu'il était traditionnel que la C.G.T. soit présente à ce congrès à côté des autres centrales syndicales et qu'elle y exprime sa solidarité avec les revendications des fonctionnaires retraités. Ensuite parce que cette attitude semble aller à l'encontre de la position générale que la direction de la C.G.T. proclame à l'heure actuelle.

C'est étonnant et détonnant. Il faut attendre une suite.

## Qualité de la vie ?

D'Albert GOLDSCHILD (Paris) :

Belle foutaise ! Comme si ça dépendait des gouvernements ! Comme si la vie des camarades, à travers études, difficiles efforts, épreuves, n'avaient pas une autre qualité que maintes vies tranquilles.

Le danger n'est pas ici dans le ridicule bluff gouvernemental. Si les ministères spécialisés faisaient leur métier, songerait-on à celui-là ? Mais dans la démission générale, tout attendre du dehors, de l'Etat, réclamer non la liberté et la responsabilité, avec leurs risques, mais tout facile, donné, et se préparer ainsi (parce que la vie, la nature, la société, ne sont pas comme cela) à subir, subir, tôt ou tard, passivement, n'importe quoi.

## Du même, sur la questions des grèves :

Pour l'historien du 21<sup>e</sup> siècle (ou du 22<sup>e</sup>) ces années 70 resteront sans doute celles de l'incohérence des politiques extérieures des Etats nationaux, mais aussi, à l'intérieur de certains de ces Etats, celles des grèves permanentes.

On en parlera comme on nous parlait, à l'école primaire, des frontières et des douanes provinciales, des privilèges des corporations ou des excès des grandes compagnies (les moyenageuses, puis les multinationales).

Il n'est pas question de discuter le principe de la grève, sa légitimité, le droit légal de grève. C'est bien le moins que le travailleur soit maître de son travail, de le poursuivre, de le suspendre, de le cesser, et surtout de défendre ses moyens d'existence quand ils sont compromis.

Qui s'y risquerait d'ailleurs, en dehors des régimes totalitaires, qu'ils soient fascistes ou « communistes » ? Il faut, pour contester ce droit, une police bien armée et dotée de solides consignes idéologiques.

Est-il tout de même permis de s'interroger, avec, comme on dit, quelque souci d'objectivité, sur les consignes de ces grèves et sur le rapport qu'elles peuvent avoir, ou ne pas avoir, avec les objectifs généraux du syndicalisme ?

Ces grèves sont corporatives ou, mieux, « catégorielles ». Elles sont le fait, successivement, d'une profession, puis d'une autre ou, au sein d'une même profession, d'une certaine catégorie d'ouvriers ou d'employés.

Elles ont pour but, le plus souvent, un relèvement des salaires, beaucoup plus rarement un raccourcissement du temps de travail ou une modification des conditions matérielles dans lesquelles il s'acquitte.

Contre qui sont-elles tournées, qui en souffre ? De moins en moins souvent, les patrons ou les capitalistes, en raison de l'extension du secteur public, de la multiplication des sociétés anonymes où ne revient à l'actionnaire qu'une parcelle du profit, et surtout du transfert fatal à l'utilisateur ou au consommateur du supplément de charges qu'elles coûtent à l'entreprise.

# Notes d'Economie et de Politique

## FIDELITE AU CLAN OU FIDELITE AUX PRINCIPES ?

La publication dans l'avant-dernier numéro de la R.P. du récit du massacre de Der Yassin nous a valu une série de lettres dans lesquelles je suis abondamment engueulé. Bien entendu, je ne vois à cela aucun inconvénient, mais je voudrais faire à cet égard deux remarques.

La première est qu'aucun de nos lecteurs n'a contesté l'exactitude de l'un ou l'autre des trois faits que j'entendais mettre en évidence : le fait même du massacre, le fait que c'est ce massacre qui amena l'« exode » de dizaines de milliers de Palestiniens courant se réfugier dans les Etats arabes limitrophes : Jordanie, Syrie, Liban, et, enfin, le fait que lorsque ces réfugiés voulurent retourner chez eux, rentrer dans leurs maisons et cultiver leurs champs, ils se le virent interdire par l'Etat d'Israël qui venait de se constituer et était devenu le seul maître du pays après le retrait des troupes britanniques.

Der Yassin est donc bien à l'origine de tout, de tout ce qui s'est produit au Proche-Orient depuis lors, soit depuis un quart de siècle.

Or, l'existence de ce massacre est resté à peu près inconnue en raison de ces « conspirations du silence » qui se forment chaque fois qu'un groupe puissant est en mesure de les imposer. Car, combien y a-t-il de Français qui connaissent Der Yassin ? Combien y en a-t-il même qui savent ce que sont au juste ces « réfugiés palestiniens », pourquoi ils sont des « réfugiés », en quoi ils sont « palestiniens », et pourquoi ils se battent ?

En ce qui me concerne, j'ai toujours mis la connaissance de la vérité au-dessus de tout, car seule elle permet le progrès ; c'est pourquoi je la dis, je la hurle même chaque fois que contre elle s'établit une « conspiration du silence ».

La seconde remarque que je voudrais faire me concerne plus personnellement.

On me reproche parfois d'avoir changé d'avis sur tel ou tel sujet, ce qui, pour mes critiques, implique qu'il ne faut pas attacher trop d'importance à ce que je dis.

Or, ma conviction est que loin de changer d'avis, j'ai été durant toute ma vie, c'est-à-dire pendant quelque trois-quarts de siècle, d'une fidélité exemplaire, non à des hommes ou à des partis, mais à des principes, à des idées.

Prenons-en deux exemples.

On me reproche d'avoir été au cours des années qui ont suivi la dernière guerre mondiale, pro-américain, tandis que par la suite j'ai attaqué et continue à attaquer l'Amérique.

Or, rien de plus logique que ce changement de camp. Je suis et ai toujours été, depuis ma prime jeunesse, l'ennemi déterminé de l'impérialisme. L'assujettissement de certains groupes humains par d'autres sous le prétexte qu'ils sont d'une autre race, d'une autre région ou d'une autre « culture » est à l'origine de la formation des classes, ainsi que l'ont montré les grands historiens français des débuts du

siècle dernier (les maîtres de Marx selon Engels), et donc à l'origine de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Or, ce ne sont pas toujours les mêmes peuples qui font preuve d'impérialisme : tel peuple, aujourd'hui anti-impérialiste, deviendra demain le plus impérialiste de tous parce que les rapports de force auront changé. Alors, dans ce cas, que doit faire l'anti-impérialiste, l'anti-impérialiste de principe pour qui l'anti-impérialisme n'est pas une question d'intérêts, mais une question d'idées : demeurer fidèle à ses amis d'hier, ou à ses idées de toujours ? Pour moi, il ne saurait y avoir d'hésitation.

C'est pourquoi lorsque les Russes menaçaient, autour des années 50, de s'emparer de l'Europe entière tandis que l'Amérique, au contraire, loin de se montrer agressive, proclamait par la voix de son président Truman, sa volonté de se retirer de toutes les parties du Pacifique qu'elle avait occupées durant la guerre, je n'hésitai pas à me proclamer pro-américain.

Mais, lorsque, au cours des années qui suivirent la guerre de Corée, l'Amérique, changeant de cap, entreprit de se constituer un empire asiatique et débarqua en Indochine, cependant qu'elle intensifiait ses interventions en Amérique latine : Guatemala, Cuba, Saint-Domingue, il fallait choisir : choisir entre l'anti-impérialisme et le soutien à l'Amérique. Naturellement, j'ai choisi l'anti-impérialisme, mais qui oserait prétendre que, ce faisant, je me suis renié !

Pour ce qui concerne la Palestine, il en a été de même.

Depuis ma prime jeunesse, depuis les débuts de l'Affaire Dreyfus, je n'ai cessé de défendre les Juifs chaque fois qu'ils étaient attaqués, que cela fut en France ou ailleurs : durant l'année 1900 et les années suivantes, alors qu'il fallait disputer les rues de Paris aux bandes antisémites de Drumont et consorts, j'ai été de toutes les manifestations, cependant que, vingt ans plus tard, je passais devant un Conseil de guerre de Tunis pour avoir dénoncé des officiers tirailleurs qui avaient tenté un petit pogrom dans la banlieue tunisienne.

Aujourd'hui, en défendant les Palestiniens expropriés contre leurs expropriateurs, je ne suis certainement plus du côté des Juifs, mais je suis toujours du même côté de la barricade : du côté des opprimés contre les oppresseurs.

## PAROLES DE BON SENS

De Arafat, le secrétaire de l'Organisation pour la Libération de la Palestine, dans une interview avec le rédacteur en chef de l'hebdomadaire américain, *Newsweek* :

*Il n'est point au monde de personne sensée qui ne concède aujourd'hui qu'un Etat raciste est un concept dépassé, qu'il s'agisse de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie ou d'Israël. Alors, que pensez-vous que nous ressentions lorsque nous voyons que tout juif, de quelque partie du monde qu'il soit, a le droit de s'installer en Israël, alors que nous, nous sommes empêchés de retourner chez nous ?*

## DE LA JEUNESSE A LA VIEILLESSE LA DESCENTE SE FAIT DANS LE MEME ORDRE QUE LA MONTEE

L'Angleterre fait sa révolution politique au XVII<sup>e</sup> siècle, et, au XVIII<sup>e</sup>, elle inaugure la « révolution industrielle ».

La France fait sa révolution politique un siècle après l'Angleterre, au XIX<sup>e</sup> siècle, et ne commence à s'industrialiser sérieusement qu'au temps du Second Empire; elle est donc en retard d'un siècle sur l'Angleterre.

L'Allemagne, en tant qu'Etat, n'existe que depuis 1870, elle ne commence à devenir une puissance industrielle qu'aux environs de 1900, et ce n'est qu'après sa défaite militaire de 18 qu'elle prend dans le domaine économique la tête de l'Europe.

Quant aux Etats-Unis, ils furent durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle une nation essentiellement agricole vivant de ses exportations de blé et de coton, avant de devenir au siècle suivant le plus grand producteur d'acier et de produits chimiques du monde.

Or, la décadence, aujourd'hui, se produit dans le même ordre; quoi de plus naturel?

L'Angleterre est en pleine descente, la France se maintient difficilement à un niveau à peu près étale, tandis que les Benjamins de la révolution industrielle, l'Allemagne et les U.S.A., sont encore en plein dans la course et que le dernier venu à l'industrialisation, le Japon, ne cesse de tailler des croupières à ses aînés

Quoi de plus naturel?

## LA CRISE ! LA CRISE !

Dans la R.P. de mars dernier, j'écrivais une note intitulée : « La Crise ! La Crise ! » où j'indiquais que, contrairement à l'opinion qui prévalait alors, je ne croyais pas à l'imminence d'une crise économique.

Or, j'écris ces lignes-ci en juillet, donc plus de quatre mois après ledit article, et aucune crise jusqu'ici n'a eu lieu, ni même n'apparaît à l'horizon. Bien plus ! Rarement les affaires ont aussi bien marché. Voici, en effet, ce qu'écrit Jean Broizat dans la *Vie Française* du 11 juillet — c'est-à-dire dans l'un des organes les plus répandus du capitalisme —, sous le titre de « Pleine vitesse dans l'équipement », l'équipement comprenant la fonderie des métaux ferreux, l'équipement général industriel, la construction de machines, la construction électrique et électronique, l'optique et la mécanique de précision.

*Un mois après la décision du gouvernement de freiner l'investissement productif, la situation des industries d'équipement demeure très favorable. Sur le tableau de bord que nous avons établi d'après les tests conjoncturels de l'I.N.S.E.E., toutes les flèches sont tournées vers la croissance. Les témoignages que nous avons recueillis dans les entreprises vont dans le même sens.*

*Une certitude : jusqu'à la fin de 1974, l'expansion se poursuivra dans ce secteur à un rythme très soutenu, un peu inférieur toutefois à celui des derniers mois qui était exceptionnellement rapide. Et il y a de bonnes raisons de croire, dès à présent, que cette expansion se poursuivra en 1975 à bonne vitesse toujours.*

*... Tous les éléments de la demande jouent leur partie auprès des producteurs français de biens d'équipement. Dans l'expansion mondiale, la clientèle étrangère multiplie ses commandes. Sur le marché intérieur les industriels en font autant, car ils sont aux prises avec des goulets de production parfois très serrés : les équipements manquent, un peu partout, pour produire davantage en période de forte demande. Commerces, transports, services, tertiaires de tous ordres sont eux-mêmes très actifs et comme à l'accoutumée plus ou moins attentifs au bien-fondé et à la rationalité de leurs investissements...*

*... L'enquête industrielle lourde effectuée en juin par l'I.N.S.E.E. révèle, cette semaine, que les industries d'équipement approchent du moment où leurs capacités de production vont être saturées. 43 % des entreprises de ce secteur se disent dans l'impossibilité de produire davantage avec leurs moyens actuels contre 38 % en mars dernier, 37 % il y a un an et 18 % seulement deux ans plus tôt.*

A quoi donc est due cette intensité de l'activité économique ?

C'est une question que j'ai déjà traitée à plusieurs reprises; je ne la reprends donc que très succinctement.

Cette activité économique est due à l'inflation, c'est-à-dire à la hausse des prix, due elle-même au fait que les moyens de paiements augmentent plus vite que n'augmente la quantité de marchandises mises en vente.

Cela parce que, alors que jadis il n'existait comme moyens de paiement (en dehors de l'or), que des billets de banque qui n'étaient mis en circulation qu'après la mise en vente d'une quantité de marchandises d'une valeur correspondante, la création de ce qu'on appelle maintenant le « marché monétaire » permet l'emploi comme moyens de paiement, de simples promesses de payer qui ne sont pas accompagnées de la mise en vente d'une marchandise, c'est-à-dire ce que l'on appelait autrefois de la « cavalerie ».

La « cavalerie » était alors un délit; aujourd'hui elle se pratique au grand jour dans le « marché monétaire », marché spécialement créé pour elle et qui ne pourrait fonctionner sans le concours de la Banque de France!!!

Alors, dira-t-on, pourquoi ne pas supprimer le marché monétaire; on arrêtera ainsi la hausse des prix.

Sans aucun doute la hausse des prix serait arrêtée, mais, du même coup, les industriels ne trouvant plus dans le marché monétaire les « crédits » (comme ils disent) dont ils ont besoin pour effectuer leurs fabrications, ce serait immédiatement un ralentissement considérable de la production : autrement dit : la « crise ».

On en a dès maintenant une petite confirmation : en Allemagne, où la hausse des prix n'est actuellement que de 7 % par an, soit à peu près la moitié de ce qu'elle est dans les autres pays européens, l'activité économique y est en léger déclin : le chômage s'y est élevé à 2,5 % de la population active et 100.000 travailleurs étrangers sont repartis chez eux.

Inflation ou crise, le dilemme est impitoyable.

Mais, après tout, la contradiction n'est-elle pas la loi de la vie... et du monde ?

R. LOUZON.

## —A—b—â—t—o—n—s—r—o—m—p—u—s—

**LA PILULE A LA PORTEE DE TOUTES.** — Ainsi, sans limite d'âge, les jeunes femmes et jeunes filles pourront se procurer la pilule chez n'importe quel pharmacien. Les mineurs n'auront plus besoin de l'autorisation des parents. De plus, la pilule sera remboursée par la Sécurité Sociale.

Seule condition : une ordonnance du médecin sera nécessaire. Car la pilule est paraît-il dangereuse pour certaines femmes. N'étant pas médecin, je ne puis juger du bien-fondé de cette restriction ; il est bien possible qu'elle soit justifiée.

En tout cas, cette généralisation de la contraception constitue une véritable révolution, quand on se souvient de ce qu'était la morale officielle il y a seulement une trentaine d'années, sans parler de l'époque d'entre les deux guerres. Et aujourd'hui, relativement rares sont les voix qui s'opposent à cette libéralisation des mœurs. A vrai dire, les relations sexuelles étant devenues plus libres, les bourgeois préfèrent savoir que leurs filles utilisent la pilule plutôt que de risquer de les trouver enceintes. On peut aussi retourner la question, et dire que maintenant que le danger de grossesse non désirée s'amenuise, les bourgeois ne sont plus tellement opposés à la liberté sexuelle de leurs filles.

**ASSOCIATION OU INDEPENDANCE ?** Chaque fois — ou presque — qu'un pays colonisé cherche à s'émanciper de la puissance colonisatrice, cette dernière, quand elle commence à fléchir, propose une solution intermédiaire, l'association. Ce fut le cas pour la France, et l'on se souvient que de Gaulle rompit brusquement les relations amicales avec Sékou Touré qui réclamait l'indépendance immédiate pour la Guinée, alors que les autres leaders africains, plus prudents, s'en tenaient à la fiction d'une union française leur laissant une large autonomie tout en leur assurant l'aide matérielle qu'ils désiraient recevoir. Mais cela n'a pas tenu longtemps, et il a fallu céder aux autres de bonne grâce ce que l'on n'avait accordé à la Guinée qu'avec colère.

L'Angleterre, grâce à une faculté d'adaptation et une habileté tactique plus grandes, a pu maintenir une adhésion formelle à l'empire britannique de la plupart de ses anciennes colonies. Elle n'a pu cependant éviter la rupture avec l'Irlande, l'Afrique du Sud (qu'elle a dû lâcher pour conserver les républiques noires d'Afrique), la Birmanie. En fait, l'indépendance des ex-colonies britanniques est aussi totale que celle des ex-colonies françaises, belges, hollandaises.

Le Portugal en est encore à la première étape. Il souhaiterait maintenir des liens d'association avec l'Angola, le Mozambique, la Guinée-Bissau. Mais les nationalistes de ces pays réclament, comme les autres, l'indépendance totale.

Il est clair que l'indépendance est la solution que veulent les pays du tiers monde. Devant cette volonté quasi-unanime, comment pourrait-on suivre ceux qui nous disent préférer la formule d'association des peuples ex-colonisés avec l'ancienne métropole ?

Nous sommes bien d'accord pour admettre, je pense, que la colonisation a été un acte brutal, accompagné de nombreux crimes et spoliations, accompli dans l'intérêt de la puissance impérialiste conquérante. Si les autochtones, ou certains d'entre eux, ont pu bénéficier de la mise en valeur de leurs pays colonisés, cela ne s'est fait que parce que le colonialisme y trouvait son compte. Dès lors, toute

association avec la puissance colonisatrice est suspecte aux peuples du tiers monde, elle leur paraît un moyen hypocrite de les maintenir en tutelle, et il serait vain de vouloir la leur imposer. On dira qu'ils ont besoin d'aide et que la situation de la plupart d'entre eux n'est pas tellement brillante. René Dumont en a dressé un tableau saisissant dans son livre « L'Afrique noire est mal partie ». Mais là n'est pas la question. Ces peuples ont un long apprentissage à faire, ils n'en sont qu'au début de leur vie politique propre, et ils ont besoin de l'indépendance pour trouver la voie du progrès. Les faire rester sous la tutelle de l'ancien pays colonisateur serait maintenir ce qu'ils considèrent à juste titre comme une humiliation. L'indépendance totale est pour eux une question de dignité. Le nombre des pays indépendants se multiplie ? On en voit naître de minuscules : Barbade, Bahrein, les Maldives, les Bahamas, bientôt les Comores ? Et après ? Croit-on que le danger de guerre mondiale serait moins grand s'il y avait moins d'Etats dans le monde ? Ne serait-il pas au contraire plus grand s'il n'y avait plus que deux états ? Tant qu'il y en aura plus d'un, le danger subsistera, et le rassemblement en empires rivaux ne peut que conduire plus sûrement au conflit.

Au contraire, lorsque chaque peuple se sentira maître de son destin, le désir de compréhension, d'entente mutuelles, pourra augmenter sans entraves, sans rancœurs. Sachons trouver la voie qui conduit à l'internationalisme véritable même si elle est tortueuse.

**L'EGYPTE SE DENASSERISE.** — J'étais tenté d'écrire : « L'Egypte s'embourgeoise ». Mais ceci aurait prêté à confusion. En effet, Nasser, c'était la révolution bourgeoise, et Sadate aussi. Mais, chez nous, il y a eu la dictature jacobine, puis la réaction thermidorienne. Toute proportion gardée, le même phénomène se produit en Egypte. Nasser représentait une tendance radicale de la révolution. Sadate représente la tendance des bourgeois égyptiens qui veulent en finir avec l'austérité, pouvoir voyager à l'étranger, et qui rejettent le panarabisme qui n'a apporté jusqu'à présent que des déboires à eux et à d'autres. Ils veulent récupérer le Sinaï par la négociation. Jusqu'à présent, Nasser n'a pas été officiellement répudié, mais ses portraits disparaissent de plus en plus, on parle de lui de moins en moins. La dénassérisation ressemble à ce que fut en U.R.S.S. la destalinisation, à ceci près qu'il n'y a pas eu jusqu'à présent de dénonciation fracassante de l'ancien leader. Et les Egyptiens ont acclamé Nixon, dont ils attendent qu'il impose une paix de compromis au Moyen-Orient, compromis qu'ils souhaitent plus qu'aucun autre peuple arabe.

Que l'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, quelle chose a bien changé en Egypte.

**LE CHAOS CYPRIOTE.** — Avec Makarios comme président, Chypre vivait en équilibre instable. Mieux valait cet équilibre que le chaos actuel.

Le premier crime a été commis par les officiers grecs de Nicosie : ils ont liquidé Makarios, considérant ce coup de force comme une première étape vers l'Enosis, le rattachement de l'île à la Grèce.

Mal leur en a pris. Les Turcs ont saisi ce prétexte et ont débarqué avec des moyens militaires considérables. Maintenant, Chypre est coupée en deux. Les Turcs ont imposé leur solution par les armes. Ils déclarent vouloir la formation d'un Etat fédéral cyprite, mais ils ont refoulé les Grecs vers le Sud, occupant 30 % de l'île pour la population turque qui ne représente que 18 % des Cypriotes. Et cette « solution » d'Etat fédéral, dont les

Grecs ne veulent pas entendre parler, ne peut aboutir à plus ou moins brève échéance qu'au partage définitif et au rattachement du nord de l'île à la Turquie.

Les conséquences de ces événements, toutefois, ne sont pas toutes mauvaises : En Grèce, la dictature militaire s'est écroulée. Les foudres de guerre, tels des apprentis sorciers, n'ont pu se dépêtrer de la situation qu'ils avaient eux-mêmes créée, et ils ont été obligés d'appeler Caramanlis au secours.

De plus, indignée de l'attitude des Américains, qui n'avaient pas caché leur sympathie pour les généraux d'Athènes et de Nicosie, puis pour les Turcs, la Grèce a quitté l'OTAN, et, la foule des Grecs cypristes a manifesté sa colère contre la politique américaine, par des moyens certes regrettables, allant jusqu'à l'assassinat de l'ambassadeur des Etats-Unis. La Grande-Bretagne, elle aussi, a une

part de responsabilité dans ces événements. Les traités lui donnaient le droit d'intervenir unilatéralement. Elle aurait pu le faire dès le début, en rétablissant Makarios dans ses fonctions. Wilson ne l'a pas fait. Comme en Irlande, où il entend de plus en plus laisser les extrémistes protestants et catholiques s'affronter, il a laissé la situation se dégrader.

Cette situation est devenue si catastrophique, les points de vue grec et turc demeurent si opposés, que l'on ne voit pas comment une solution acceptable pourrait intervenir. Au lieu de s'acheminer vers l'entente des deux ethnies, on est allé vers la séparation, vers un partage néfaste qui fera monter encore davantage la haine entre deux peuples dont l'origine est pourtant commune.

Jacques GALLIENNE.

## D'UN BORD A L'AUTRE

Sans parler de Mussolini ou de Doriot, venus de la pointe extrême du socialisme et du communisme et qui ont fini dans la pire réaction, que de fois les anciens, au temps de notre jeunesse, ont stigmatisé les renégats de jadis, les Briand, Millebrand et consorts. Beaucoup de plumes généreuses ont tenté d'expliquer ce sempiternel changement de fusil d'épaule, par l'évolution des circonstances historiques. Changement de cap s'explique difficilement par exemple pour un Jules Guesde, qui écrit : « la mairie se prend avec des bulletins de vote, la préfecture se prend avec des fusils » et qui, devenu ministre d'Etat dans un cabinet d'Union sacrée en 1914-18, se prêta à l'expulsion de France de Léon Trotsky.

Exemples qui pourraient apparaître comme de lointains fantômes du passé, alors que, tout près de nous, que se passe-t-il ? Bien sûr, « les peuples sont prisonniers de leur histoire, et les morts commandent aux vivants ». Mais notre jeunesse a droit à autre chose que le jeu trop classique : on commence sa carrière à gauche, voire à l'extrême gauche et on la termine dans un quelconque fauteuil de la société capitaliste, derrière des portes bien capitonnées.

La multiplicité du nombre des étudiants, qui en soi ne devrait pas être un mal, si la finalité du phénomène de notre époque aboutissait au modelage préparatoire d'une société socialiste véritable. Hélas ! les accidents de parcours font trop souvent entrevoir que beaucoup de diplômés s'arrêtent en chemin pour occuper des postes d'état-major menant à des reniements confortables. Cela n'est guère nouveau. Il y a toujours eu des Rastignac à toutes les périodes de la vie des sociétés. Cependant le phénomène de l'apparatchik est relativement récent, mais envahissant. Mis en lumière lors du printemps de Prague en 1968, les choses n'ont fait qu'empirer. Le « Monde » ne nous parle-t-il pas récemment dans un reportage sur la Tchécoslovaquie actuelle (août 74) de directeurs d'usine qui gagnent 700.000 francs (anciens, mais la comparaison vaut éloquentement) par mois et d'ouvriers qualifiés qui gagnent 50.000 francs également par mois. Les drapeaux ont beau être rouge — du plus beau rouge — mais l'exploitation de l'homme par l'homme n'a pas cessé en pays prétendument socialiste.

La Commune de Paris en 1871 qui fut, en beaucoup de domaines, un immense cafouillage (mais pouvait-il en être autrement compte-tenu des facteurs sociaux du moment ?), la Commune a tout de même par réaction contre les listes civiles des beaux messieurs des régimes antérieurs, mis en

évidence que le salaire d'un dirigeant devait être celui d'un bon ouvrier, un point c'est tout.

Françoise Giroud, toujours dans le « Monde » au moment où elle barbote dans le bleu liquide de Cannes, s'attendrit sur les managers qui travaillent 70 heures et plus par semaine (compte-t-elle les heures d'avion et de palace, sans doute, sans doute ?).

A mes yeux ce qui est étonnant, c'est que si les jeunes loups n'intervenaient pas, de temps à autre, d'une mâchoire impatiente, beaucoup de ces martyrs des longs horaires de travail continueraient bien à somnoler dans leur fauteuil jusqu'au centenaire ? Enfin passons, et décrétons, qu'il y a un siècle les communards sur ce sujet là voyaient juste. Peut-être que quelques esprits délicats me feront remarquer que quoique on fasse il y aura toujours des différences de niveau intellectuel et que Caliban ne visera jamais aux mêmes voluptés que le citoyen Ariel. Bien sûr, mais si Caliban, même sous les plis du drapeau rouge, doit se contenter toujours de la portion congrue de la S.S. alors que M. Ariel aura droit aux grands patrons de la médecine (simple exemple entre beaucoup d'autre) où est le changement ? je ne vois que la continuité.

La France repose encore sur des bases nettement capitalistes légèrement améliorées par l'action du syndicalisme et des nécessités technologiques de l'époque. Mais nous pouvons constater que psychologiquement elle est toujours pourrie d'esprit bourgeois, a telle enseigne que cet esprit règne aussi dans nos CGT, CGTFO, CFDT, Autonomes, etc. où les heurts catégoriels pour les salaires, les traitements y surabondent.

Vision trop pessimiste vont se récrier certains camarades. Ne jetons pas de l'huile sur le feu. Mais il est plus que temps d'ouvrir les « chasses » comme l'on dit encore entre O.S. tout en bas de l'échelle hiérarchique alors que tout en haut où on ne voit plus bien ces gens là : « Voyons, cher camarade, pourquoi ouvrir toutes grandes les vannes de la démagogie, c'est là un vilain travail de division syndicale ». Si j'écris ces lignes pleines d'amertume, c'est que reprenant le mot à la mode en mai 1968 dans le domaine d'une certaine tartuferie d'un rouge éclatant, le ras bol est atteint, ça déborde même ? Oui, je comprends les outrances de la jeunesse, mais je pense qu'actuellement il y a trop de candidats au commandement de cette Démocratie que d'aucuns qualifie d'avancée. Un godillot UDR plus spirituel que l'ensemble des bataillons gaullistes a prétendu que le mot « avancée » pouvait s'entendre dans le sens que l'on donne à certaine viande. Domage de se trouver d'accord, mais Georges Marchais racole maintenant chez les godillots. Ensemble ils trouveront la chère bonne.

Albert LEMIRE.

# INFORMATIONS SYNDICALES

## SUR LE FIL DU RASOIR

*C'est le titre de l'éditorial de « F.O. Hebdo » de la première semaine de septembre. En voici deux passages :*

Après avoir donné acte à M. V. Giscard d'Estaing du caractère positif des mesures concernant le vote à 18 ans, l'humanisation des prisons, la suppression des écoutes téléphoniques, le renforcement des droits de l'opposition, le Secrétaire Général se montre beaucoup plus réservé s'agissant de la réforme de l'ORTF. Nous attendons pour juger définitivement dit-il. *Il en est de même pour la Sécurité Sociale. Remettre sur le chantier le système universel que nous préconisons en 1945 peut être une bonne chose à conditions que le régime des salaires ne fasse pas les frais de l'opération.*

Et André BERGERON poursuit :

« Nous suivrons avec infiniment d'attention les travaux de la commission chargée de préparer « la réforme de l'Entreprise ». Si le renforcement des droits des travailleurs est une nécessité, nous aurons à veiller à ne pas nous laisser entraîner dans le sillage de ceux qui, consciemment ou non, conduiraient le syndicalisme à l'intégration donc à sa perte. *On peut se demander si le renforcement réel des pouvoirs des comités d'entreprise ne pourrait offrir des perspectives qu'on paraît trop négliger.* »

« ... Il va de soi que nous nous opposerions farouchement à tout ce qui mettrait en péril l'autonomie du régime contractuel d'assurance chômage comme des retraites complémentaires. L'expérience nous a en effet appris que nous n'avions rien de bon à attendre du renforcement des pouvoirs étatiques dans de tels cas. Et vraisemblablement dans bien d'autres. »

## L'« ACCORD OFFENSIF » C.G.T.-C.F.D.T.

La CFDT et la CGT ont signé un accord qualifié par E. Maire d'unitaire et offensif. Pour le secrétaire général de la CFDT, cet accord, survenant après celui du 10 janvier 1966 et celui du 1<sup>er</sup> décembre 1970, constitue une nouvelle étape « enrichissant l'unité d'action ». Cet accord doit permettre aux deux organisations d'aborder sur des bases solides, les problèmes de la rentrée.

Même si le texte passe sous silence les problèmes théoriques d'autogestion ou de gestion démocratique, un certain nombre de points communs ont été dégagés, permettant une coordination de l'action.

### 1°) Les objectifs revendicatifs.

— Salaires : S.M.I.C. à 1.300 F pour 40 heures, immédiatement ; progression du pouvoir d'achat (plus importante pour les bas salaires) ; grilles uniques de classification dans chaque branche d'industrie.

— Emploi : réforme du droit de licenciement (droit de discussion et de contrôle des syndicats) ; garantie d'un reclassement préalable équivalent ; titularisation de tous les personnels de l'Etat et des collectivités locales ; droit réel pour tous à la formation professionnelle et à l'éducation permanente, retraite à 60 ans et retour aux 40 heures.

— Lutte pour l'amélioration et le respect des libertés syndicales.

— Obtention de mesures contre le racisme et pour l'égalité des droits des travailleurs immigrés.

— Autre objectifs : blocage des prix, des loyers et des charges, lutte contre la fiscalité de classe, indexation de l'épargne populaire, amélioration des conditions de travail, suppression de la T.V.A. sur les produits de première nécessité.

### 2°) Les méthodes d'action :

Précision des conditions de l'action de masse et du rôle de l'organisation syndicale (rejet des interventions extérieures au mouvement syndical dans la conduite des luttes, participation active et massive aux débats démocratiques concernant les formes et les objectifs des luttes.

3°) Renforcement de l'unité d'action, tout en gardant nettement conscience des différences qui demeurent entre les deux confédérations.

## PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Par deux arrêts rendus le 21 juin 1974, la Cour de Cassation a déclaré illégaux les licenciements des représentants du personnel intervenus sans l'autorisation du comité d'entreprise ou de l'inspecteur du travail. Malgré les lois de 1945, 1946 et 1968 sur les C.E., les délégués du personnel, et les délégués syndicaux ne permettant les licenciements de délégués qu'avec l'autorisation du C.E. ou de l'inspecteur du travail, par le recours à la procédure civile de résolution judiciaire des contrats de travail, depuis 22 ans une jurisprudence permettait aux employeurs d'éluider totalement les dispositions légales protectrices des représentants du personnel.

## LES PROBLEMES DE L'IMMIGRATION

Le Bureau de la Confédération Force Ouvrière a pris connaissance des mesures annoncées par le gouvernement dans le domaine de l'immigration. Il tient essentiellement à rappeler que, pour les travailleurs immigrés et leurs familles, des efforts très importants doivent être accomplis dans le domaine du logement — qui constitue l'une des conditions essentielles pour la réalisation d'une politique de l'immigration vraiment sociale — comme dans ceux de l'accueil, de la formation, de l'alphabétisation.

La charge financière de ces actions doit être supportée par le budget de l'Etat mais aussi par les entreprises qui utilisent — souvent à très bon compte — la main-d'œuvre étrangère. A ce sujet F.O. souhaite que soit adoptée une taxe de 1 % sur les salaires payés par les entreprises à leurs travailleurs immigrés.

Enfin Force Ouvrière tient également à rappeler que son tout récent Congrès a réclamé la mise en place d'une véritable politique de l'immigration qui, outre l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés — égalité non encore réalisée dans nombre de domaines — doit comporter un contrôle du flux migratoire dans l'intérêt de l'ensemble des travailleurs.

Une telle politique ne peut être ni définie, ni appliquée sans la participation des organisations syndicales. La Confédération Force Ouvrière demande d'admettre des représentants des organisations syndicales au sein du Conseil d'Administration de l'Office National d'Immigration.

## LES PRIX SCANDALEUX DES FRUITS ET LEGUMES

Sous ce titre, le service de presse de Force Ouvrière nous communique :

« En créant récemment « l'Organisation commune de consommateurs travailleurs-agriculteurs » (O.C.C.T.A.) les représentants des Centrales syndicales : Force Ouvrière, F.N.S.E.A. et C.N.J.A., s'étaient donné, entre autres, comme objectif de procéder à des enquêtes appropriées sur les prix et les coûts de revient entre les stades respectifs de la production et de la consommation.

S'étant également engagés à dénoncer publiquement les disparités de prix abusives, ils portent à la connaissance des consommateurs le résultat d'un relevé de prix particulièrement significatif, effectué durant la 1<sup>re</sup> quinzaine de juillet, sur un certain nombre de fruits et légumes : pêches, nectarines, abricots, cerises, melons, tomates, haricots verts, dont le prix payé au producteur et celui payé par le consommateur évoluent en moyenne du simple au quadruple.

« En outre, l'enquête a fait ressortir des différences de prix importantes, inexplicables et injustifiées au niveau de la consommation pour des produits identiques en qualité et en prix payé aux producteurs.

« On peut également noter à titre d'exemple que, par kilo, la marge brute d'un commerçant de Paris s'approvisionnant à Rungis et ayant simplement à transporter et à vendre sa marchandise, est supérieure au prix reçu par le producteur pour son travail de toute une année. »

« Une délégation de l'Union Nationale des fruitiers détaillants, conduite par son président M. Rapine, a été reçue, à sa demande, mercredi 24 juillet, au siège de la Confédération Force Ouvrière.

★ ★

## SUR LES CIRCUITS DE DISTRIBUTION

« Les représentants des détaillants en fruits et légumes sont venus dire à André Bergeron l'émotion qu'a suscitée auprès de leurs mandants la publication du communiqué du 16 juillet de l'organisation commune de consommateurs travailleurs-agriculteurs (O.C.C.T.A.). Ce communiqué concernait les différences constatées entre les prix payés aux producteurs et ceux payés par les consommateurs pour les principaux fruits et légumes.

« Les représentants de Force Ouvrière ont répondu qu'ils étaient bien obligés de constater certaines anomalies dans la formation des prix et que leur objectif n'était pas de mettre quiconque en accusation mais d'obtenir que la clarté soit faite dans le domaine des circuits de distribution.

## LA CFDT ET LA MAJORITE A 18 ANS

La CFDT qui demandait depuis plusieurs années l'abaissement de l'âge de la majorité s'est félicitée de la décision prise par l'Assemblée Nationale le 26 juin. Rappelant que cette mesure devait aller de pair avec l'abolition d'un certain nombre de discriminations touchant les jeunes travailleurs : âge de l'éligibilité aux élections professionnelles, âge de désignation comme délégué syndical, abattement sur le S.M.I.C., clauses restrictives dans les conventions collectives, etc, la CFDT a, dès le 27 juin,

demandé l'ouverture de discussions sur cette question.

## EFFECTIFS SYNDICAUX

Force Ouvrière a annoncé une augmentation de ses effectifs de 9 à 10 % au cours de l'année 1973. Cette confédération qui déclarait 660.000 cotisants en 1972 atteindrait, selon ses dirigeants, 730.000 syndiqués actifs (et 850.000 adhérents, avec les retraités), se plaçant ainsi au second rang après la C.G.T.

La CFDT conteste cette affirmation en déclarant 743.000 cotisants pour 1972 et 780.000 pour 1973, soit une progression de 5 à 6 %. Elle annonce avoir placé un million de cartes en 1973.

Quant à elle, la C.G.T. affirme avoir enregistré 250.000 adhésions depuis le 1<sup>er</sup> janvier : ses effectifs atteindraient aujourd'hui 2.340.000 syndiqués et auraient progressé de 22 % depuis 1967.

## L'UNITE SYNDICALE, SA SEDUCTION ET SES DANGERS

A M. Sanguinetti, qui voudrait qu'il y ait qu'une seule confédération ouvrière, André Bergeron répond :

« Tout le monde souhaite l'unité syndicale. Mais l'unité n'est concevable que si tout le monde respecte l'indépendance syndicale, si chacun admet que dans la société démocratique les partis politiques et les syndicats ont un rôle différent. Les premiers aspirent naturellement au gouvernement des affaires publiques, dans le sens de l'intérêt général et les seconds défendent les intérêts particuliers des salariés quelle que soit la tendance du pouvoir politique.

« En l'état présent des choses l'unité syndicale conduirait à placer le mouvement syndical tout entier sous la coupe du parti communiste. De cela nous ne voulons pas et beaucoup avec nous ne le veulent pas davantage. »

## UNE U.D. QUI REFUSE LA COLLABORATION DES CLASSES

L'U.D. F.O. de Loire-Atlantique a constamment refusé sa participation aux organismes de type corporatiste mis en place par le gaullisme, ou dus à l'initiative privée.

Le dernier Congrès de l'U.D. a confirmé cette orientation en décidant le retrait de son représentant au Conseil Economique et Social Régional.

Actuellement, une polémique publique s'engage au sujet du Comité d'Expansion Economique Régional, dirigé par Monsieur Barangé.

L'U.D. F.O. de Loire-Atlantique tient à préciser qu'elle ne considère pas ce Comité pour « un carrefour privilégié où patrons, salariés, militants de toutes tendances, peuvent siéger en dehors de toute contrainte »... Bien au contraire, elle considère le Comité d'Expansion Economique comme un organisme de collaboration de classes, dont l'action ne peut être que dommageable à la défense des intérêts ouvriers. En conséquence, elle décide de ne pas se mêler à la querelle qui oppose les tenants du Comité d'Expansion de Monsieur Barangé aux partisans du Conseil Economique et Social Régional de Monsieur le Préfet.

# POUR CONTRIBUER A LA DISCUSSION SUR L'AUTOGESTION OUVRIÈRE

Il ne s'agit pas de construire des modèles ou d'en trouver tout construits. Nous versons seulement au fond commun de la discussion, pour le cas où ces documents auraient échappé à l'attention de nos lecteurs, deux extraits du « Monde » des 28 et 29 août.

Le premier était placé en encadré d'un article de Alain Bouc sur la Chine (« Charbon, acier et idéologie ») :

*Chaque usine organise sa production selon une série de plans. Pour l'établissement tout entier, puis dans chaque atelier, enfin à l'échelon des équipes de travail il existe un plan mensuel, un plan trimestriel et un plan annuel. Le travail quotidien est déterminé de manière à permettre l'accomplissement du plan mensuel, c'est-à-dire à assurer le trentième de la production du mois.*

*A l'usine de transformateurs de Chenyang, le 17 de chaque mois, la direction fait des propositions pour la production du mois suivant. Entre le 17 et le 25, les ouvriers en discutent dans les ateliers. Le 25, la décision est prise, elle doit s'accompagner de l'ensemble des dispositions matérielles nécessaires à l'exécution du plan.*

*La direction n'est pas représentée dans les discussions d'ateliers. Les ouvriers donnent leur avis au cours de réunions placées sous la responsabilité des cadres de la production (dans un atelier d'une centaine de personnes, trois cadres, qui partagent leur temps à égalité entre l'administration et le travail d'un ouvrier ordinaire).*

*Quarante-cinq jours avant la fin d'un trimestre, on entame un processus semblable pour la détermination du plan de trois mois. Vers la fin de septembre commence la discussion du plan annuel.*

*En général, les plans annuels et trimestriels sont tous accomplis ; ils correspondent à des objectifs de croissance modérés. Si le plan mensuel n'est pas exécuté, une discussion s'ouvre pour déterminer les causes du retard, puis pour fixer un plan de rattrapage. Il n'y a pas de sanctions à l'égard des équipes de travail défaillantes. Les cadres qui participent au travail manuel vont de préférence soutenir les ateliers retardataires ou les postes où apparaissent des goulets d'étranglement, par suite notamment de l'évolution des techniques.*

*L'exécution du plan n'a aucune influence sur les salaires ni sur les dépenses du fonds de bien-être, dont les subsides proviennent de l'Etat et non des profits accumulés par l'entreprise.*

Le second est extrait d'un article du professeur Georges Lasserre sur « la réforme de l'entreprise » :

*Il faut, en effet, aux travailleurs le respect de leur dignité, des libertés dans leur travail, de la camaraderie, de l'entraide en cas de difficulté. Ils aimeraient former entre eux (et non avec des actionnaires ou avec une famille patronale) une communauté de travail (et non de profit).*

*Tout cela et plus encore, les travailleurs peuvent le trouver dans une structure qu'ils ont inventée au siècle dernier : le travail en équipes autonomes, sous la forme de « commandite ouvrière » qui fut chaudement recommandée par les syndicats, notamment au congrès de la C.G.T. à Amiens en 1906. Cette structure qui donne aux travailleurs toute la responsabilité d'une production, avec pleins pouvoirs sur tout ce qui concerne l'organisation et l'exécution du travail, connaît habituellement un regain d'intérêt...*

## L'OPINION D'UN CAMARADE

Du camarade *Albert Goldschild*, vieil abonné, vieux correspondant de « la R.P. », cette opinion qu'il a tenue encore à nous exprimer, en dépit d'un état de santé qui est celui d'une fin de vie bien remplie :

*L'autogestion se conçoit dans une imprimerie (la « commandite » la préfigurait), une entreprise de peinture, un garage, certaines usines même. Il faut voir cependant les déboires et défaillances des coopératives de production. Mais, à la SNCF, à quel niveau ? Celui du dispatching des trains, de la gare de triage, des gares de Limoges ou de Romorantin, de la garde-barrière ?...*

*De même pour maintes activités essentielles, nécessairement centralisées, dirigées, disciplinées. Cela ne veut pas dire que le personnel n'ait pas son opinion à formuler sur la gestion (rôle des syndicats et des sections d'entreprises), mais ces activités répondent avant tout dans une société bien organisée et, dans une certaine mesure, même actuellement, aux besoins de tous et de chacun, dont la satisfaction primordiale ne saurait être exagérément sacrifiée aux intérêts et désirs « catégoriels ».*

*Quel que soit aussi le refus d'une technocratie vers laquelle penche trop la société présente, la fonction technique exige une formation et une pratique devant lesquelles, sous réserve d'un contrôle qui ne doit pas être paralysant, il est indispensable de s'incliner.*

*En définitive, tout individu doit faire deux parts dans sa vie : celle de ses obligations envers la collectivité, qui implique une certaine « aliénation », et tout le reste de sa vie personnelle qu'il défendra jalousement contre les empiètements autoritaires de la société, quelle qu'elle soit.*

## VIENT DE PARAÎTRE

sous les couleurs des  
**EDITIONS SYNDICALISTES**  
21, rue Jean-Robert, 75018 Paris  
C.C.P. 21764 88 Paris

## La Commune vivante

### Rêve d'un monde nouveau

par **A. FIMMEN** (de Genève)

Prix : 5 F

Ce prix de vente est très inférieur au prix de revient par la volonté de l'auteur.

Cet ouvrage, très bien présenté (couverture décorée d'une photographie d'une assemblée générale de LIP) traite d'une société autogestionnaire, à l'exemple des luttes ouvrières récentes.

Le sujet est abordé sous la forme de politique-fiction, d'utopie si vous voulez, mais d'une utopie très proche des réalités vivantes.

**DIFFUSION :** L'auteur (Madame A. FIMMEN) et les Editions Syndicalistes abandonneraient volontiers aux diffuseurs le montant de leurs recettes.

Visiblement, le livre vaut plus de 5 F, mais l'auteur tient à ce qu'on le lise à ce prix. Il en vaut la peine.

# QUE LE LIVRE PRENNE SA PLACE

Alors que la télévision n'existait pas encore, Marcel Martinet écrivait dans *l'Humanité...* en 1921 : « A côté du journal et de la revue, il est nécessaire que le livre prenne tout de suite sa place ». Est-il dérisoire ou indécent de reprendre aujourd'hui la même exhortation à privilégier le livre comme instrument de culture ? Il est vrai que la France n'est pas un pays de lecteurs et que les bibliothèques publiques sont aussi pauvres de volumes que de visiteurs. Raison de plus pour que les lecteurs de la R.P. qui ont l'habitude de penser à contre-courant agissent de la même façon vis-à-vis des livres.

Ce pourrait être en échangeant, grâce à notre revue, ce que nous trouvons au hasard de nos lectures.

\*  
\*\*

J.-H. Fabre, le célèbre entomologiste, avait-il raison d'écrire : « Le populaire n'a pas d'histoire : jugulé par le présent, il ne peut songer à garder souvenir du passé » ? Il y a une dizaine d'années F. et J. Fourastié avaient eu la bonne idée de réunir un choix de textes, *Les écrivains témoins de leur temps*. On en tirait un aperçu de l'évolution des conditions de vie du Moyen Age à nos jours grâce à des auteurs tels que Victor Hugo ou Eugène Le Roy ou à des sociologues tels que Villermé. Toute anthropologie a ses limites ; l'absence de tout extrait de Pierre Hamp, côté romancier, du fameux ouvrage de Fernand et Maurice Pelloutier, côté sociologue, étonnait tout de même. Et puis on se demandait : le témoignage des écrivains est-il tout à fait crédible ? Une chose est d'écrire *les Misérables*, une autre d'être dans la misère.

C'est ce qu'a pensé un Anglais, John Burnett, qui vient de publier une anthologie d'autobiographies écrites par des ouvriers et qui couvrent le siècle 1820-1920 (un volume de 364 p., édition Allen Lane, intitulé *Useful Toil*). Je n'en ai lu que le compte rendu qu'en donne T.L.S. du 02-08-74 mais cela permet d'apprécier la difficulté et l'intérêt de l'entreprise. Eviter le témoignage forcément exceptionnel de l'ouvrier devenu écrivain. Réunir des textes assez variés pour que l'ensemble soit représentatif des multiples catégories de travailleurs, des paysans aux ouvriers très qualifiés de la grande industrie. Ce qui est remarquable, dans le cas présent c'est que près de la moitié des 25 récits publiés proviennent de manuscrits inédits. Tous anglais, bien entendu.

A quand la même recherche dans les Archives de nos départements ?

Les deux volumes de Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève, France 1871-1890* (édition Mouton, 900 p., prix : 178 F) représentent un travail d'un tout autre genre et d'un autre intérêt. Plus qu'un livre d'histoire, c'est une étude de sociologie historique conduite par des méthodes partiellement quantitatives. Je m'explique : sur les 2.923 grèves recensées, l'auteur a constitué des fiches selon la méthode des questionnaires, puis, après perforation et passage dans l'ordinateur, ce dernier a permis une exploitation assez complète du matériel statistique ainsi élaboré. Etant historienne, M. Perrot a tempéré par l'écriture ce que le nombre seul aurait eu de sec.

L'ouvrage mérite de nous intéresser à plusieurs titres. Quant à la méthode : la technique des fiches perforées exclut le flou dans l'information de base ; c'est *oui* ou c'est *non* ; l'auteur signale qu'à cause

de cela elle a dû souvent retourner aux archives préciser un détail. Quant à la période : après l'écrasement de la Commune et en l'absence de toute organisation sur le plan national par quelque association que ce soit, il y a tout de même eu deux importantes vagues de grève, 1880-82, 1889-90 ; l'initiative ouvrière était totale ; période de « jeunesse de la grève » qui fut celle de la préhistoire du syndicalisme révolutionnaire. Enfin, c'est justement le relatif échec du Premier Mai 1890 qui allait susciter les efforts d'organisation sur le plan national. Après 1890, il y aurait des grèves décidées et conduites par les syndicats.

La table des matières donne une idée de l'importance de l'ouvrage. Première partie : le mouvement des grèves ; la croissance des grèves de 1864 à 1914 ; les fluctuations des grèves et leurs facteurs ; recherches sur la psychologie des grévistes ; les obstacles, poids de la conjoncture économique ou politique. Deuxième partie : composantes des grèves ; l'ouvrier consommateur ; revendications et griefs ; sociologie des grévistes. Troisième partie : le cours de la grève ; le déclenchement ; la conduite par les organisations ; les meneurs ; les réunions ; le dénouement. Enfin presque 200 pages de références et d'index.

On peut seulement regretter l'absence de toute illustration mais le prix des deux volumes aurait été encore plus élevé ce qui n'est pas peu dire : à croire qu'il faut être capitaliste pour s'intéresser aux grévistes qui avaient faim !

\*  
\*\*

Après avoir lu et relu *Août 1914* et *l'Archipel du Goulag*, je demande encore un délai pour tenter d'analyser le choc ressenti à la lecture de ces œuvres capitales (sans oublier les réserves que nous pouvons ou que nous devons faire devant certaines propositions politiques de Soljenitsyne et ces réserves ne diminuent en rien l'admiration que je ressens pour l'homme et pour l'écrivain). Son étude de la répression *depuis l'origine* (1917) est d'une telle importance qu'elle risque de nous faire négliger d'autres études ou témoignages. J'invite donc les camarades à lire *Le naufrage d'une génération* par Joseph Berger (dossier des *Lettres Nouvelles*, édition Denoël). Fondateur du parti communiste de Palestine, Berger fut rappelé en URSS par Staline et envoyé dans les bagnes en 1935 où il devait passer dix-neuf ans ! Juif polonais, il a pu émigrer en Israël où il enseigne aujourd'hui à l'Université de Tel Aviv. Il ne tente pas d'expliquer dans son livre pourquoi et comment ce qui aurait dû être la révolution socialiste est devenu l'oppression stalinienne et ce qui s'ensuivit. Simplement il constate ; il a rencontré dans les camps toutes les catégories d'acteurs ou de spectateurs de cette immense tragédie et il nous livre en témoignage le récit des destinées de ces hommes qui voulaient construire un monde plus juste... Quel naufrage, en effet !

A rapprocher, les remarquables *Récits de Kolyma* par Varlam Chalamov, traduits du russe par O. Simon et Katia Kerel (édition Denoël, *les Lettres Nouvelles*). L'auteur est un poète, cité et estimé par Soljenitsyne. Chacun de ses courts récits est un chef-d'œuvre, littérairement parlant. Mais si vous n'êtes pas un familier des bagnes du grand nord sibérien, ça vous fera dresser le poil à plus

d'une occasion. Est-ce l'image à peine grossie de la société de l'avenir? N'y a-t-il donc plus de place pour le moindre espoir?

Le *Journal d'un condamné à mort* par Edouard Kouznetsov, (édition Gallimard, collection *Témoins*), aussi étonnant, que cela puisse paraître, ranime la flamme qui est celle même de la vie. Le 12 décembre 1970, E. Kouznetsov était condamné à mort par le tribunal de Leningrad pour avoir tenté avec sa femme et quelques amis de détourner un petit avion vers la Suède pour gagner ensuite Israël. Par chance, si on peut dire, ce procès se déroulait en même temps que celui de Burgos. Grâce aux protestations internationales, les peines furent commuées; Kouznetsov partit, pour la deuxième fois, vers le bagne. Ce qui est extraordinaire: il a pu tenir secrètement son journal, le faire parvenir à l'étranger; au procès, il a tenu tête aux accusateurs; il a proclamé le droit de tout citoyen de quitter son pays quand il le désire, le droit pour un non-juif tel que lui-même d'être solidaire des juifs persécutés.

Kouznetsov est toujours au bagne et pour douze ans encore. Au cours du procès, parlant pour sa propre défense, il a proclamé: « Dans mon échelle des valeurs, la patrie n'occupe pas la première place: la première, c'est la liberté. » Que faisons-nous, amants de la liberté, pour arracher cet homme au hachoir du Goulag?

Encore un mot sur le terrible romain de Wlodymierz Odojewski: *Et la neige recouvrit leur trace* (édition du Seuil). L'auteur, un Polonais qui, depuis 1972, vit en Allemagne fédérale, brosse un tableau hallucinant de la période 1943-44 en Ukraine polonaise. Conflits de générations, des nationalismes, des classes, conflits individuels et déchaînement de toutes les passions... Comment, alors, ne pas penser à cette étonnante remarque de Soljenitsyne selon laquelle le peuple russe aurait souffert plus qu'aucun autre au XX<sup>e</sup> siècle! Chaque peuple n'a-t-il pas tendance à en dire autant? Celui de Pologne, celui des Juifs d'Europe ne peuvent-ils aussi proclamer « les plus accablés, c'est nous »? N'est-il pas aussi vain de ranger les peuples dans une hiérarchie des malheurs que dans un palmarès des infamies? La vraie question n'est pas de désigner le plus digne de pitié ou d'opprobre; mieux vaudrait établir de sérieux contacts avec tous ceux qui sont encore capables de dire non à l'injustice et au mensonge, oui, mille fois oui à la solidarité des exploités.

Gilbert WALUSINSKI.

## SIX ANS APRÈS

Il y a six ans, en août 68, les tanks « soviétiques » envahissaient la Tchécoslovaquie. Ils y sont encore.

Quelle dérision d'adjoindre le mot « soviétique » au mot « tank »!

Mais nous n'oublions pas...

La force oppressive a mis fin — provisoirement — à la première tentative de socialisme dans la liberté et dans la joie du printemps de Prague.

Ce n'est pas parce que Dubcek est devenu jardinier que nous nous indignons. Il n'y a pas de honte à être pardinier. Il y en a à gouverner un peuple contre lui-même.

Nous n'oublions pas non plus que ce mois de septembre 74 marque l'anniversaire du renversement par la force brutale du gouvernement populaire du Chili et de la mort de Salvador Allende.

## A travers les

**LIVRES**

### CONFESSION

de Michel BAKOUNINE  
(Edit. du P.U.F., 233 pages, 22 F)

Dans leur collection « Virages » les Presses Universitaires de France viennent de publier une nouvelle édition de la « Confession » de Bakounine, adressée en 1851 au Tsar Nicolas I<sup>er</sup>, suivie d'une supplique à son fils, le Tsar Alexandre II, confession et lettre trouvées par les Bolcheviks après 1917 dans un coffre de la Chancellerie impériale et livrées aussitôt à des historiens.

La première édition française, traduite par Paulette Brupbacher, avec une introduction de Fritz Brupbacher (deux grands amis de Monatte) et d'importantes annotations de Max Nettlau, a été publiée en 1932. La nouvelle édition, précédée d'un avant-propos de Souvarine, reproduit scrupuleusement tous les textes de la première.

Bakounine n'est pas un inconnu pour aucun de nos lecteurs. On ne peut d'ailleurs parler d'anarchisme sans évoquer le rôle considérable joué par lui dans le mouvement révolutionnaire européen au siècle dernier. Tout récemment notre ami Jean Barrué a publié un *Bakounine et Natchaïev* aux Editions Spartacus et Daniel Guérin y a consacré une large place dans son livre « Ni Dieu, ni Maître ».

Ce qui donne un relief particulier à la personnalité de Bakounine c'est qu'avant et après sa « Confession », il a été presque jusqu'à sa mort au premier rang des ennemis de l'autorité. Ce qui ne l'a pas empêché de chanter les louanges du Tsar Nicolas I<sup>er</sup> et de son fils Alexandre II. La publication de la « Confession » que Bakounine signait « Un criminel suppliant », a naturellement donné lieu à des appréciations contradictoires. Ce ne sont pas les bolcheviks du temps de Lénine, pour qui la fin justifie les moyens, qui condamnaient la comédie du repentir, ruse de guerre dont a usé Bakounine. Il faut attendre 1974 pour qu'un Jacques Duclos dresse un réquisitoire contre cet indomptable révolutionnaire. Sans doute parce que l'anarchisme, supplanté par le bolchevisme à partir de 1917, reprend des forces depuis quelques années et commence à mordre avec d'autres groupements « gauchistes », sur les troupes du P.C.

F. CH.

Les mois d'été sont propices à la lecture et à la réflexion. Ils le sont moins au commentaire écrit, au compte rendu de lecture. C'est pourquoi nous signalons seulement aujourd'hui quatre ouvrages qui, à des titres divers, ont mérité et méritent encore de retenir longtemps l'intérêt de nos camarades et amis :

*L'ARCHIPEL DU GOULAG* de SOLJENITSYNE (Editions du Seuil). — (Tome I). Un livre, un témoignage dont on a beaucoup parlé et dont on reparlera. Nous, en tout cas, nous en reparlerons.

Dans un débat à la télévision, M. Max-Pol Fouchet a dit d'un ton sucré: « Je ne conteste pas les faits, je conteste Soljenitsyne ». Sur ce dernier point, nous y reviendrons. Mais ah! ah! M. Max-Pol Fouchet ne conteste pas les faits. Et ça ne lui suffit pas! Même si le centième des faits étaient vrais, cela ne lui suffirait pas?

Nous ne le lâcherons pas comme ça, pas plus que tous ceux qui, pendant des années et des années, ont léché le cul de Staline.

**LA PETITE BOURGEOISIE EN FRANCE**, par BAUDELLOT, ESTABLET, MALEMORT (chez François Maspero). — Un ouvrage de première importance et même d'importance dominante pour la compréhension actuelle des classes sociales en France. Nous y trouverons des matériaux (pour les contester parfois) qui contribueront à étayer les discussions que nous menons dans nos cercles depuis fort longtemps. Le livre vaut un compte rendu complet, approfondi, que nous aurons bientôt, espérons-le.

**L'ARMÉE EN FRANCE**, par Daniel GUERIN et Roland GENGENBACH (Editions Filipacchi). — Un livre qui vient à point au moment où s'ouvre et s'élargit le débat sur le service militaire et les conceptions nouvelles de la défense nationale, au moment où des jeunes soldats manifestent dans la rue, comme à Draguignan !

**THEORIE DU SALAIRE**, par les professeurs LE-CAILLON et VERNIERES (Editions Cujas). — Un ouvrage théorique remarquable particulièrement par une étude « macro-économique » du salaire réel et la part faite à l'influence de l'action syndicale dans la détermination de la masse salariale. Ce n'est là qu'une invitation à une lecture studieuse.

**SOLJENITSYNE** : *Lettre aux dirigeants de l'Union Soviétique* (et autres textes récents). Editions du Seuil.

Ce n'est pas un coup de revolver dans la nuque, puisqu'on en sort seulement étourdi, abasourdi, déconcerté. C'est un coup sur le crâne qui vous laisse assommé un long moment. Ne nous le dissimulons pas : ce n'est pas seulement à l'idéologie et au comportement des dirigeants de l'U.R.S.S. que s'en prend Soljenitsyne, avec quel talent corrosif ! Nos propres idées, convictions, habitudes de pensée ne sortent pas intactes de sa dénonciation, de son réquisitoire. Elles en sortiraient bouleversées s'il parvenait jamais à nous convaincre, à nous entraîner dans le torrent de ses opinions « réactionnaires ». J'ai hésité à écrire ce mot que Soljenitsyne emploie à l'encontre des dirigeants de l'U.R.S.S. auxquels il s'adresse avec une arrogance superbe. Il faut le prendre dans son sens strict. Soljenitsyne réagit aux mensonges, aux abominations qu'ils dénoncent en cherchant ce qu'il croit être la vérité « avant » une révolution qu'il rend responsable des tourments qu'il a subis avec des milliers, des millions d'autres.

Il se révèle un patriote russe. La plus simple pensée internationaliste lui est étrangère. Il fustige au contraire ce qui reste, chez les dirigeants de l'U.R.S.S., du souci de s'occuper « des autres » au lieu de s'en tenir au bonheur du peuple russe qu'il voit dans le repliement intérieur. On nous dira sans doute : n'est-ce pas vous qui vous accrochez à des « croyances » que l'expérience cruelle a démenties ? N'êtes-vous pas installés dans un confort doctrinal que vient bousculer Soljenitsyne ? Mais faudrait-il donc parce que nous ne croyons plus au « socialisme » tel que l'U.R.S.S. actuelle en présente la contrefaçon, faudrait-il, parce que « l'idéologie » dont s'embarrassent encore les dirigeants de l'U.R.S.S. est à rejeter, faudrait-il se mettre à croire au bon dieu, aux vertus rénovatrices du christianisme et, qui plus est, à celles de l'Eglise orthodoxe russe, comme nous le propose Soljenitsyne ?

Nous n'aurons pas le front, du coin de notre tranquillité occidentale et petite-bourgeoise, de faire la leçon à Soljenitsyne. Ce n'est pas seulement parce que son talent exceptionnel s'accompagne d'un courage exceptionnel, comme le montrent encore les écrits très récents joints à sa lettre ouverte. C'est surtout parce qu'il est un

témoin que j'appellerai « à l'état pur » : son jugement n'est pas, comme le nôtre, infléchi par une « idéologie » préconçue, par un corps de doctrine bien constitué qui pèserait sur le témoignage. Soljenitsyne est né en 1918 ; c'est donc sous Staline qu'il a commencé à comprendre l'environnement. Il a cruellement souffert et il a vu souffrir à ses côtés des milliers d'innocents. Encore à la veille de son bannissement, il dresse une trop longue liste d'injustices, de mensonges et de crimes commis par le pouvoir. Il est révolté. Contre quoi voulez-vous qu'il soit révolté, sinon contre le régime qu'il a connu toute sa vie, sinon contre l'Idéologie sous-jacente (la majuscule est de lui), sinon contre la philosophie matérialiste et athée qui prétend justifier cet état de choses ? Pour moins de peine effectivement supportée, nous sommes, nous, révoltés contre notre propre environnement capitaliste et technocratique, contre la philosophie prétendue libérale et chrétienne dont il fait étalage.

Nous respectons Soljenitsyne, mais nous n'acceptons pas les « solutions » qu'il préconise pour son pays ; nous les accepterions encore moins pour le nôtre. Sa « lettre aux dirigeants » révèle mieux que tout à quel point il est un homme qui a grandi, mûri et souffert dans le système, à quel point il en a subi malgré lui l'empreinte (comment en serait-il autrement ?). C'est ainsi qu'il est obsédé par la menace de la guerre avec la Chine. C'est encore avec « sa » Russie qu'il est contre la Chine. Abandonnez, dit-il aux dirigeants, cette Idéologie à laquelle d'ailleurs vous ne croyez plus, laissez-la aller se perdre à l'Orient, dans les flots du Pacifique. Au lieu de chercher, au détriment du peuple russe, à conquérir la planète et le cosmos, mettez en valeur le nord-est de votre empire actuel, cette immense Sibérie sous-peuplée (ne reconnaît-on pas là une orientation krouchtchevienne ?). Admettez, ajoutez-t-il, les religions et leurs organisations de jeunesse, donnez-leur le droit d'élever et d'instruire les enfants ! Le droit à un autre bourrage de crânes par conséquent. Non, non, nous n'acceptons pas !

Après cela, pour nous déconcerter encore plus, Soljenitsyne propose de « restaurer le pouvoir réel des soviets » supprimé en fait depuis février 1918.

La lecture de cette « Lettre aux dirigeants de l'Union Soviétique » n'est pas reposante, on le voit, pour des militants révolutionnaires, surtout pour ceux qui ont reçu, plus ou moins atténué et corrigé, le souffle ardent de la révolution russe. Soljenitsyne s'y est brûlé plus que nous. Est-ce seulement de la cendre que nous remuons ? Nous la sentons encore chaude et il n'est pas dit ni écrit, même avec la plume magnifique de Soljenitsyne, que la flamme de la liberté n'en rejailira pas.

Il faut lire quand même ces pages troublantes. Il faut lire surtout les textes divers qui accompagnent, dans le livre du « Seuil », la lettre aux dirigeants. Je vous recommande particulièrement les lignes admirables écrites le 12 février 1974, à la veille de l'arrestation et du bannissement de Soljenitsyne. Elles sont publiées ici sous le titre : « Ne pas vivre dans le mensonge ». Soljenitsyne nous aidera sans doute à nous débarrasser des mensonges actuels, mais nous n'irons pas comme lui chercher l'espoir dans les mensonges du passé.

Un dernier mot avant d'en rester là pour aujourd'hui : à aucun moment dans ces pages, nous ne trouvons quoi que ce soit qui concerne la classe ouvrière de l'U.R.S.S., son sort réel, les conditions réelles de sa vie quotidienne. C'est pourtant à cela que, pour ne pas perdre le nord,

nous sommes attachés avant tout, en U.R.S.S. et partout ailleurs. Nous croyons fermement que notre « patrie » est plus vaste, plus largement humaine que celle de Soljenitsyne.

R.G.

## LE BONHEUR EN PLUS

de François DE CLOSETS

On parle beaucoup de ce livre, ne serait-ce que parce que son auteur est devenu familier des foyers par sa fréquente présence sur les écrans de la télévision.

Dans ce livre, son travail est de très haute qualité. On y retrouvera plusieurs des questions que nous nous posons et dont nous discutons ici sans arrêt. Notre camarade *J.L. Bureau*, très passionné par sa lecture, a envoyé à François de Closets la lettre ci-dessous :

Je viens de lire « Le Bonheur en plus » c'est un livre passionnant plein de remarques et de considérations intéressantes sur notre monde. Mais ces sujets nous touchant tous de très près, il est normal qu'ils créent des réactions et je ne peux m'empêcher de vous écrire.

Comme vous le dites notre civilisation sait résoudre des problèmes techniques mais refuse la psychologie et la sociologie... Il faut chercher les causes historiques qui permirent cette subversion et vous avez mille fois raison d'étudier les Tasady, les Tahitiens, les Eskimo.

Mais c'est là, où il me semble, que vous négligez les faits les plus essentiels.

Notre cerveau ne saisit pas la réalité. Il ne fait que raisonner sur des modèles.

A partir du moment où l'humanité acceptait le système dit de Copernic (Aristote en l'an — 300 en parlait déjà) c'était les lois de Kepler, les lois de la mécanique, les lois de Newton, les lois de l'électromagnétisme et cette révolution formidable qui permettait à l'homme de dominer le monde matériel et d'aller dans la lune.

Malheureusement, les idéologies judéo-chrétiennes-marxistes, qui sont étroitement liées et sont fondamentalement semblables empêchaient pendant ce temps de se faire un modèle adéquat de l'Homme.

J'espère que la biologie moléculaire employant le langage de l'informatique devra pallier ce défaut. Dans ce modèle les êtres bisexués sont la réalisation de programmes mis en mémoire dans des spermatozoïdes et des ovules qui ont fusionné. On commencera à comprendre le phénomène vivant quand on aura montré comment peuvent se former de tels programmes.

Pour en revenir à notre sujet, les civilisations dont vous parlez ont eu le mérite de pouvoir vivre des siècles et de ne pas s'autodétruire comme cela est à craindre pour la nôtre, mais stables elles n'ont pas « progressé ».

Il me semble que le problème pour nous est de chercher les conditions qui permettraient la survie et le « progrès ». Notion bien entendu à définir.

Un premier point fondamental auquel vous ne faites même pas allusion : Les Tasady, les Tahitiens, les Eskimo, les Targui avaient des populations numériquement très stables et en ce qui concerne les deux dernières (je ne sais pas pour les deux premières), cette limitation n'était pas due au hasard, elle était consciemment voulue.

Une civilisation n'est possible que quand la densité de population ne dépasse pas un certain niveau.

Les premières civilisations humaines, basées sur la cueillette avaient besoin de grands espaces et d'une densité très faible. Les civilisations suivantes basées sur la pêche, la chasse ont permis d'augmenter la densité. Puis l'introduction de l'agriculture et du travail inhumain ont permis un saut de la densité. Celui de l'Europe du XV<sup>e</sup> siècle. Avec l'idéologie judéo-chrétienne cette densité a été imposée par le milieu extérieur : famines, épidémies, guerres.

La révolution scientifique avec la mécanisation, les engrais etc... permet d'augmenter énormément cette densité. On peut, pour nourrir l'humanité, élever des poulets aux hormones dans des couveuses artificielles. Techniquement parlant, on peut aussi recouvrir la Terre d'H.L.M. en forme de cages à lapins bétonnées où en entasserait les hommes avec des défenses d'en sortir pour économiser l'énergie.

L'idéal des inquisiteurs de tout poil serait de faire de la planète Terre une série « d'Archipel du Goulag » où l'humanité ne pourrait plus produire de Galilée, d'Einstein, de Mendel et autres empêcheurs de gober les dogmes. L'humanité utiliserait toutes ses richesses pour se développer comme une cellule cancéreuse qui se détruirait par surcompression ou, au mieux, attendrait inconsciemment que le système solaire devienne inviable.

Heureusement la molécule carbone permet des combinaisons complexes et subtiles qui se traduisent dans l'adaptation de la vie et de la pensée. Elle permet aux dogmes judéo-chrétien-marxistes d'être des auberges espagnoles où on peut trouver ce que l'on veut pourvu qu'on l'apporte (un peu comme les horoscopes) .

Pour se limiter à la Papauté, c'est elle qui a ordonné aux religieuses violées et fécondées lors des événements du Congo de se faire avorter. C'est elle qui a organisé au moyen âge la contraception de façon très localisée en imposant le célibat des prêtres et l'abstinence dans les couvents. Il est d'ailleurs à remarquer que ces « centres anticonceptionnels » étaient les lieux où la pensée a pu le mieux survivre au moyen-âge.

Je ne suis pas sociologue, mais je suis persuadé qu'au XIX et XX<sup>e</sup> siècle, l'Europe n'a pu effectuer sa poussée technique que parce qu'elle pratiquait la contraception. Tout le monde parle des miracles des deux Allemagnes, mais rares sont ceux qui rappellent qu'elles ont des taux de natalité qui sont parmi les plus faibles du monde. Il est vrai qu'après la débâcle hitlérienne, les populations allemandes avaient été vaccinées contre l'esprit tribal et l'esprit de domination qui sont à la base de l'esprit nataliste.

Oui « l'homme heureux n'a pas deux chemises. Il n'en a qu'une et le bonheur en plus ». Mais il a pour le bonheur « le transport de rêve » une voiture et pour aider à lutter contre les embouteillages et la pollution, l'homme heureux n'a pas deux enfants, il n'en a qu'un et de plus il crée les conditions pour le rendre heureux et lui permettre de progresser en développant différents modèles qui permettent de décrire le Monde, d'y créer l'harmonie et de satisfaire rapidement ses besoins pour avoir le temps de penser de s'épanouir et de préparer l'abandon du système solaire avant qu'il ne devienne inviable.

En vous écrivant je me suis laissé aller à exprimer ma pensée sous une forme peut être acerbe et paradoxale. C'est que j'aimerais, si ces idées sont justes, qu'elles puissent être un petit choc, une petite impulsion qui aide l'humanité, toute l'humanité sans distinction de race ou d'idéologie à s'épanouir.

J.L. BUREAU.

# Du petit épicier de Landerneau au "manager" Edouard Leclerc

Dans les premiers articles de ce numéro, nous exprimons notre sympathie à Edouard Leclerc. De sa petite épicerie de Landerneau, il est parti, paraît-il, en croisade pour « la distribution » aux consommateurs. De fait, personne ne peut contester que « les centres Leclerc » vendent moins cher toutes les marchandises de consommation courante.

Ils nous est arrivé une fois de poser la question, non plus des clients des centres Leclerc, mais de leurs employés. Comment sont-ils payés et traités ? Les bagarres de Rochefort, contre les « commandos » de Nicoud, pouvaient nous faire penser que les employés de ce centre étaient solidaires de leur direction. L'amabilité que montrent ordinairement (nous en parlons par expérience) les employés des « Leclerc » pouvait aussi nous faire croire qu'ils ne s'estimaient pas trop exploités.

Or, nous sommes tombés sur quelques données de nature à nous informer sur les salaires payés dans ces « centres de distribution ». Nous les tenons des « Liasons sociales » du 3 septembre. Elles font part d'une enquête menée

par le journal *Les Informations* dans deux centres Leclerc de Brest.

Il en ressort qu'une caissière « du bas de l'échelle » reçoit 1.650 F par mois (plus le 13<sup>e</sup> mois, plus le 14<sup>e</sup> mois). Sur ce point, sans que nous soyons éblouis, nous estimons assez satisfaisante cette rémunération de base.

Mais... mais l'enquêteur s'est intéressé aussi au « salaire » du P.D.G. Il ne gagnerait pas moins de 16.000 F par mois ! Dix fois ce que touche la caissière ! L'enquête ajoute que la femme du P.D.G. qui lui est adjointe empoche 10.000 F par mois !

Si ces chiffres sont exacts, alors rien ne va plus. Nous crions hola !

L'équipe de Leclerc goûterait-elle aussi au fruit de la hiérarchie et de la « technostructure » ? Et cette fois sans souci du consommateur. S'il est vrai que les marchandises sont vendues, chez Leclerc, à un « juste prix » et si, d'autre part, les informations ci-dessus sont exactes, il semble que la force de travail intellectuel du P.D.G. soit évaluée au prix fort !

## D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUIN, JUILLET, AOUT 1974

### RECETTES

Abonnements ordinaires .....	1.594,—	
Abonnements de soutien .....	2.052,74	
		3.646,74
Souscription .....		2.298,09
Vente au No .....		84,—
		6.028,83
Total des recettes .....		6.028,83
En caisse au 1.6.74 .....		6.395,24
		12.424,07

### DEPENSES

Impression, expédition numéros avril et mai ....	7.709,06
Téléphone .....	113,20
Frais déplacement mai et juin .....	264,—
	8.086,26
Total des dépenses .....	8.086,26
En caisse au 31.8.74 .....	4.337,81
	12.424,07

### ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Vuillet (39), 45 ; Renou (49), 50 ; Jarry (06), 50 ; Ribeiro (92), 50 ; Florac (13), 60 ; Costa (65), 50 ; Hervé (37), 100 ; Tresch (69), 50 ; Chamiaac (69), 100 ; Fuvel (69), 70 ; Thalman (06), 200 ; London, 82,74 ; Suchet (64), 50 ; Brunetto (42), 100 ; Simon (38), 50 ; Trial (30), 60 ; Perrin (93), 50 ; Serret (07), 50 ; Perat (02), 45 ; Pons (01), 50 ; Colonna (83), 25 ; Schranz (92), 80 ; Duperray (42), 50 ; Weichnacher (Luxembourg), 50 ; Van de Plas (Bruxelles), 60 ; Pochthier (70), 25 ; Lantheaume (26), 50 ; Vonau (75), 100 ; Caubel (45), 50 ; Ruffin (75), 100 ; Kerdudou (94), 100. — Total : 2.052,74 F.

### SOUSCRIPTION

Reclus (92), 20 ; Carmène (22), 20 ; Meyssonier (22), 50 ; Teilhac (66), 100 ; Vanriet (Belgique), 10 ; Mader (93), 100 ; Lacrouts (14), 50 ; Hagnauer (92), 12 ; Moine (75), 50 ; Costa (65), 50 ; Patault (41), 10 ; Escoubet (33), 50 ; Bobillier (Suisse), 114,84 ; Pellet (13), 50 ; Vaillard (75), 100 ; rgence (69), 10 ; Fantin (75), 10 ; Pironin (63), 10 ; Devarannes (75), 80 ; Nouvelle (91), 40 ; Piednoir (75), 100 ; Mascarel (66), 50 ; Delage (36), 10 ; G. Thomas (71), 100 ; L. Ehrhard (92), 50 ; Fradin (91), 20 ; Vanriet (Belgique), 10 ; Pellet (13), 20 ; Vernet (07), 10 ; Gauthier (13), 40 ; Birocheau (79), 30 ; Geslin (45), 50 ; A. Faucier (60), 100 ; Halberman (Belgique), 400 ; Lèbre (26), 50 ; G. Thomas (71), 50 ; Aubery (U.S.A.), 91,25 ; Hennaut (Belgique), 50 ; Caubel (455), 50 ; Pellet (13), 20 ; A. Lulé (75), 10 ; Fourgeaud (83), 50. — Total : 2.298,09 F.

### ENCORE DES ENCOURAGEMENTS

La liste n'est pas close des camarades qui, au verso de leurs chèques, disent qu'il faut continuer, surmonter les difficultés actuelles.

Parmi ces amis qui nous redonnent du cœur à l'ouvrage en même temps que leur souscription bienvenue, citons :

*Françoise SERRET* (Ardèche) : « Je suis toujours bien attachée à la R.P. ».

*Louise ERHARD* (Paris) : « Pour que la R.P. passe gaillardement le cap de la cinquantaine ».

*PIEDNOIR* (Paris) : « Pour aider à sauver la R.P. Je suis bien souvent en désaccord avec vos positions mais votre démarche libre est indispensable au mouvement ouvrier ».

Des encouragements cordiaux aussi de *Pierre PERAT* (Soissons), *BIROCHEAU* (Niort), *GESLIN* (Loiret), *A. FAUCIER* (Montataire), *FOURGEAUD* (Var).

# LES FAITS DU MOIS

- SAMEDI 1<sup>er</sup> JUIN.** — Occupation des aciéries Creusot-Loire en réponse au lock-out.  
M. Fiszbin, député communiste de Paris, se voit refuser l'entrée en Chine accordée à une délégation parlementaire.  
Israéliens et Syriens échangent leurs prisonniers de guerre : 12 Israéliens contre 25 Syriens et 1 Marocain.
- DIMANCHE 2.** — L'embargo sur le pétrole à destination de la Hollande et du Danemark est maintenu par les Arabes, sans la participation de l'Algérie.
- LUNDI 3.** — En Australie, les travaillistes obtiennent une majorité de 5 sièges au Parlement.
- MARDI 4.** — Daniel Cohn-Bendit sollicite l'autorisation de rentrer en France.
- JEUDI 6.** — Le ministre Chirac obtient de l'Assemblée nationale un vote de confiance avec 297 voix contre 181.
- VENDREDI 7.** — Au Dahomey, six personnes exécutées pour le meurtre du gardien de nuit d'un médecin.
- SAMEDI 8.** — Fermeture d'une usine de biscottes de Mantes occupant 246 salariés.  
Une trentaine de jeunes gens attaquent le poste de police de l'Opéra.
- DIMANCHE 9.** — J.J. Servan-Schreiber, hostile aux expériences atomiques, doit se retirer du gouvernement Chirac.
- LUNDI 10.** — En Italie, le 3<sup>e</sup> cabinet Rumor est contraint à démissionner.
- MARDI 11.** — Ouverture à Toulouse du 12<sup>e</sup> Congrès confédéral « Force Ouvrière ».  
A Lisbonne, Spínola déclare que l'indépendance des colonies doit être subordonnée à une consultation populaire.  
Le tribunal de Meulan condamne Renault à payer des indemnités pour licenciements abusifs.
- JEUDI 13.** — Des militaires s'emparent du pouvoir au Yémen du Nord.
- VENDREDI 14.** — Le parlement belge accorde sa confiance au nouveau ministre par 108 voix contre 79 et 12 abstentions.  
Un ministre chilien signe à Bucarest un protocole avec la Roumanie.
- DIMANCHE 16.** — Les radicaux de gauche, réunis à Moissac, veulent se démarquer des socialistes.
- LUNDI 17.** — Le Maroc commande six canonnières rapides à la France.
- JEUDI 20.** — Le taux d'escompte est relevé en France de 11 à 13 %.
- DIMANCHE 23.** — M. Kirchschiäger, socialiste, est élu président de la République autrichienne avec 51,7 % des suffrages.  
En Suisse, un 23<sup>e</sup> canton est constitué par sept districts du canton de Berne (jurassiens francophones).
- LUNDI 24.** — Chez Usinor à Dunkerque la grève continue.
- MARDI 25.** — Séguy annonce que la C.G.T. entrera dans un an dans la Confédération (libre) des syndicats européens.  
L'Assemblée Nationale décide d'abaisser à 18 ans l'âge de la majorité électorale.
- MERCREDI 26.** — A l'issue du voyage du chah d'Iran, on annonce que des commandes fabuleuses sont faites en France.  
Le C.N.P.F. adresse aux confédérations syndicales un projet d'accord sur l'amélioration des conditions de travail.
- VENDREDI 28.** — Par 95 voix contre 60, les ouvriers d'Usinor-Dunkerque décident de reprendre le travail.  
L'Assemblée Nationale adopte le projet de loi en faveur de la contraception.
- SAMEDI 29.** — Les tarifs de l'électricité sont majorés de 10,5 ou 3 % selon les catégories d'utilisateurs.  
Le S.M.I.C. est porté à 6,40 de l'heure.  
Le tribunal fédéral de Lausanne déboute le gouvernement algérien qui réclamait le trésor de guerre du F.L.N.
- LUNDI 1<sup>er</sup> JUILLET.** — « Le sort de l'Europe est entre les mains de la France », déclare la Belgique.  
Mort de Juan Peron en Argentine.  
Fin de l'échange de 250.000 personnes entre le Pakistan et le Bangladesh.
- MARDI 2.** — En Ethiopie, les militaires arrêtent de hautes personnalités et imposent à Haïlé-Sélassié un nouveau gouvernement.  
Laurent Lucas, ancien président de la C.F.D.T. devient conseiller à l'ambassade de France à Madrid.
- JEUDI 4.** — Makarios demande à la Grèce de rappeler ses officiers encadrant l'armée cyprite.
- VENDREDI 5.** — A Annonay 3.000 personnes manifestent contre la fermeture des Tanneries et le licenciement de 480 salariés.
- DIMANCHE 7.** — Nouvelle expérience nucléaire française dans le Pacifique.
- LUNDI 8.** — En Corse, sept attentats à l'explosif.
- MARDI 9.** — La C.G.I.L. italienne est admise à la Confédération Européenne des Syndicats.  
Au Portugal démission du premier ministre, hostile à l'agitation communiste.
- JEUDI 11.** — Le Journal « La Nation », fondé le 5 mars 1962, cesse sa parution.
- SAMEDI 13.** — La France est chargée de construire en U.R.S.S. deux ensembles industriels pour 4 milliards de francs.  
Coup d'Etat militaire à Chypre. Makarios est en fuite.
- MARDI 16.** — Mme F. Giroud, de l'Express, est nommée secrétaire d'Etat.
- MERCREDI 17.** — Chez Arthur-Martin à Revin, 15.000 ouvriers sont lock-outés par suite de grèves partielles de 300 ouvriers.
- JEUDI 18.** — Dans les Landes des paysans bloquent le Tour de France cycliste.  
La France refuse de renégocier l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun.
- VENDREDI 19.** — Mutinerie à la prison de Clairvaux. 3 morts.
- SAMEDI 20.** — D'importantes forces turques débarquent à Chypre.  
En France, plusieurs mutineries dans des prisons.
- LUNDI 22.** — L'O.N.U. demande le cessez-le-feu à Chypre.  
Un bilan du ministère du travail donne 3.910.000 journées perdues pour faits de grève en 1973 contre 3.750.000 en 1972.
- MARDI 23.** — En Grèce, les colonels abandonnent le pouvoir et appellent M. Caramanlis à former un gouvernement.  
La junte chilienne verse à la société américaine Anaconda 251 millions de dollars pour l'indemnisation de deux usines de cuivre.
- JEUDI 25.** — Le général Spínola annonce que le Portugal est prêt à s'engager à décoloniser ses territoires africains.
- DIMANCHE 28.** — Le Parlement décide de supprimer l'ORTF.
- LUNDI 29.** — Les mutineries se multiplient dans les prisons, le gouvernement crée des « missions d'urgence » pour les calmer.  
En Tunisie, 202 personnes sont jugées par le Conseil de sécurité de l'Etat.  
Le chef du P.C. Espagnol et un conseiller de Juan Carlos tiennent une conférence commune à Paris en vue d'une « alliance démocratique ».
- MARDI 30.** — De nouvelles pièces de 50 F en argent et de 10 F en cupronickel sont présentées à la presse par M. Fourcade, ministre des finances.  
L'aide gouvernementale aux centrales syndicales pour la formation de leurs militants sera augmentée en 1975, annonce le ministre du travail.
- MERCREDI 31.** — A Copenhague M. Chirac admet un certain transfert de souveraineté à l'Europe des neuf.
- JEUDI 1<sup>er</sup> AOUT.** — Le principe de l'indemnisation des agriculteurs français dépossédés au Maroc est admis à Rabat au cours d'un voyage de M. Sauvagnargues.
- VENDREDI 2.** — Le gouvernement portugais renonce à suspendre trois quotidiens devant la solidarité des autres journaux.
- SAMEDI 3.** — Des voitures piégées explosent devant « L'Aurore », « Minute » et le Fonds social juif.
- DIMANCHE 4.** — M. Nixon avoue avoir menti dans l'affaire du Watergate.
- MARDI 6.** — Le Président Sadate rend publique la présence en Egypte de « Mirage » illyens si souvent démenti par M. Jobert.
- MERCREDI 7.** — La Syrie renoue ses relations diplomatiques avec l'Allemagne fédérale, rompues en 1965 à cause de la reconnaissance de l'Etat d'Israël.
- JEUDI 8.** — Un attentat à l'explosif a été commis dans la nuit contre l'Office algérien du tourisme à Paris.  
Richard Nixon donne sa démission de Président de la République des Etats-Unis. Il est remplacé par M. Gerald Ford.
- SAMEDI 10.** — En Allemagne fédérale on déclare que 3.521 faillites ont été enregistrées pendant le premier semestre 1974, soit 42,6 % de plus qu'en 1973.  
M. Giscard d'Estaing effectue une visite surprise dans deux prisons à Lyon.
- MARDI 13.** — Le Maroc revendique à nouveau la possession du Sahara espagnol.
- MERCREDI 14.** — Le prix du fuel et du gas oil est augmenté de 8 % à partir du 15 août et le timbre-poste passera de 30 à 60 centimes et de 50 à 80 centimes à partir du 15 septembre.
- JEUDI 15.** — Les armées turques occupent une grande partie de l'île de Chypre.

# LES EDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert, 75018 Paris - C.C.P. 21 764-88 Paris - Tél. 607-02-06

*Pour vos lectures et vos bibliothèques  
personnelles et collectives*

<b>POUR UNE LECTURE OUVRIERE DE LA LITTERATURE</b> de Pierre AUBERY (Editions Syndicalistes) .....	12,00 F
<b>LA CLASSE OUVRIERE ET LE SYNDICALISME EN FRANCE</b> de Georges VIDALENC (Editions de Force Ouvrière) ....	20,00 F
<b>TRAVAUX</b> , de Georges NAVEL (Editions Stock) .....	16,00 F
<b>JAURÈS</b> , de Jean RABAUT (Librairie académique Perrin) ..	31,30 F
<b>LA PRESSE QUOTIDIENNE</b> Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent de Nicolas FAUCIER (Editions Syndicalistes) .....	15,00 F
<b>J'AVAIS VINGT ANS</b> de René MICHAUD (Editions Syndicalistes) .....	13,00 F
Un jeune ouvrier au début du siècle	
<b>UN INDIVIDUALISTE DANS LE SOCIAL: HAN RYNER</b> de Louis SIMON (Editions Syndicalistes) .....	10,00 F
<b>LE SYNDICAT DES CORRECTEURS</b> Une thèse de Yves BLONDEAU .....	38,00 F
<b>L'EXPRESSION ECRITE ET ORALE</b> de Roger HAGNAUER (Editions Ouvrières) .....	25,00 F
<i>Nouvelle édition, revue et complétée.</i>	
<b>TRENTE ANS DE COMBAT</b> de Louis BOUET .....	25,00 F
<i>A travers l'action de toute une vie d'un instituteur syndicaliste, trente ans d'histoire ouvrière.</i>	

---

*Lisez et faites lire les brochures  
éditées par nos soins :*

<b>LA DIALECTIQUE SCIENTIFIQUE</b> de Robert LOUZON .....	5,00 F
<b>L'EVOLUTION DU CAPITALISME</b> de Pierre RIMBERT .....	4,00 F
<b>LA SOCIETE DES LOISIRS</b> de Maurice LIME .....	3,00 F
<b>LES TROIS PHASES DE LA REVOLUTION SOCIALISTE</b> de Raymond GUILLORÉ .....	5,00 F